

*Direction
générale des infrastructures
et des technologies*

DIRECTION DE LA RECHERCHE ET
DE L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS

2001-2002

À PARTAGER
EXPERTISE



*Direction générale
des infrastructures et
des technologies*



*Direction
des structures*



*Direction du
laboratoire
des chaussées*

*Direction
de la recherche et
de l'environnement*

*Direction
du soutien à
l'exploitation
des infrastructures*



*Centre
de signalisation*

*Direction
des parcs routiers*

CANQ
TR
IT
RE
100
2001/02

Québec 

745605

DIRECTION DE LA RECHERCHE ET
DE L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS

2001-2002

CANQ
TR
IT
RE
100
2001/02

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. Introduction	
Faits saillants	1
2. Mandat de la DRE	2
2.1 Organigramme	3
2.2 Ressources financières	4
2.3 Dossiers majeurs de la DRE	5
2.4 Sites intranet et Internet de la Direction	5
3. Activités et expertise	
3.1 Recherche-développement	7
<input type="checkbox"/> Programmation de recherche-développement 2001-2002	7
<input type="checkbox"/> Subventions de recherche-développement	9
<input type="checkbox"/> Autres dossiers	14
3.2 Centre québécois de transfert de technologie en transport	16
3.3 Centre de documentation	16
3.4 Environnement	18
<input type="checkbox"/> Principaux dossiers	18
<input type="checkbox"/> Expertise	23
<input type="checkbox"/> Projets de recherche en environnement	27
<input type="checkbox"/> Autres dossiers	31
3.5 Dossiers divers	32
<input type="checkbox"/> Plan géomatique du gouvernement du Québec	32
<input type="checkbox"/> Carte routière officielle du Québec	33
<input type="checkbox"/> SAI géomatique	34
<input type="checkbox"/> Banque d'informations corporatives	35
<input type="checkbox"/> Systèmes de transport intelligents	35
<input type="checkbox"/> Corridor Québec-New York	36
4. Veille et transfert de connaissances	38
<input type="checkbox"/> Diffusion sélective de l'information	38
<input type="checkbox"/> Publications	38
5. Soutien d'associations en transport	39
5.1 Subventions	39
5.2 Participation à diverses associations	39
<input type="checkbox"/> AQTR	39
<input type="checkbox"/> ATC	39
<input type="checkbox"/> AIPCR	40

6.	Activités internationales	
	<input type="checkbox"/> Réseau mondial d'échanges	41
7.	Gestion	42
8.	Orientations de la DRE	43

ANNEXES

- Améliorations proposées au poste frontière Lacolle-Champlain (01-09-28)
- Publications réalisées par la DRE
- Liste des comités et groupes de travail auxquels participe la DRE

1. INTRODUCTION

L'année 2001-2002 aura été empreinte pour la Direction de la recherche et de l'environnement du passage en 2001 de la Direction générale des politiques et de la sécurité en transport (DGPST) à la Direction générale des infrastructures et des technologies (DGIT).

Cette réorganisation ministérielle venait modifier considérablement la structure de la Direction de la recherche et de l'innovation en transport (DRIT). C'est à ce moment que la DRIT allait devenir la Direction de la recherche et de l'environnement (DRE). La DRE assurait toujours la gestion du Service de la coordination recherche et de l'innovation, comprenant le Centre de documentation et le Centre québécois de transfert de technologie en transport, et celle du Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu.

Quant au Service de la géomatique, au Service de la Gestion de l'information et des statistiques, du dossier des STI et du dossier Corridor Québec-New York, ils étaient transférés par la même occasion sous la responsabilité d'autres directions.

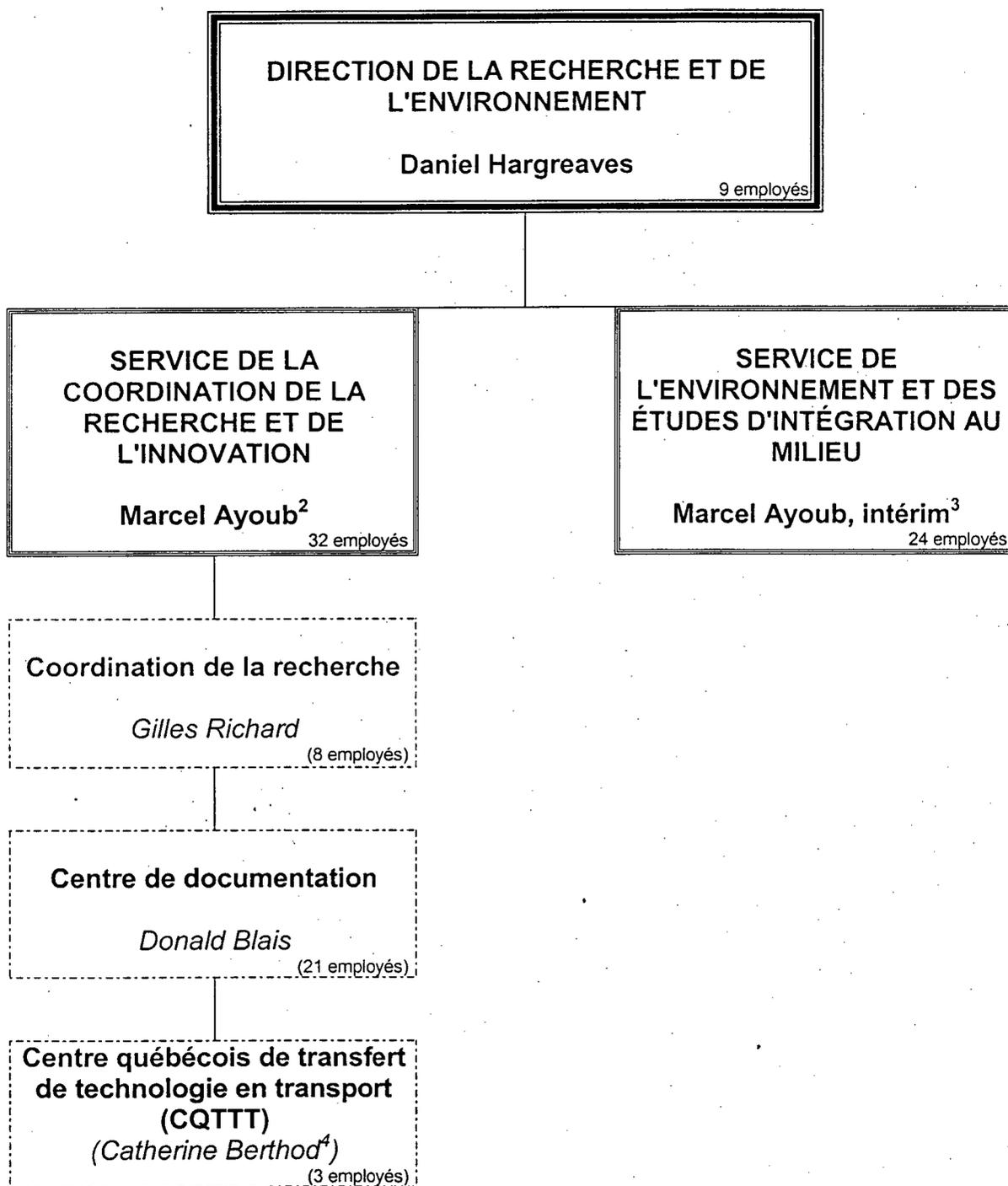
2. MANDAT DE LA DRE

Le mandat de la Direction de la recherche et de l'environnement consiste à soutenir l'ensemble des unités du Ministère dans leurs activités liées d'une part à la recherche, à la veille, à l'innovation, à la formation au transfert technologique, à l'information documentaire. D'autre part, la DRE soutient les unités dans leurs activités liées à la protection de l'environnement, au développement durable, aux changements climatiques et à l'intégration des interventions du Ministère dans le milieu.

La Direction de la recherche et de l'environnement entend ainsi :

- promouvoir le développement de la recherche dans les domaines prioritaires de R-D et assurer la coordination et la liaison avec les intervenants œuvrant dans ces domaines; maintenir un inventaire des projets de recherche; veiller à la valorisation des produits de la recherche;
- élaborer, évaluer et réviser des politiques et des programmes ministériels en environnement répondant aux grandes orientations gouvernementales en cette matière;
- planifier, élaborer, évaluer et gérer, en concertation avec les secteurs concernés, les politiques, les orientations, les programmes et les modalités d'intervention du Ministère en matière d'innovation en transport;
- élaborer, implanter et coordonner un système d'information scientifique efficace au sein du Ministère ainsi qu'un système de veille et de transfert technologique;
- coordonner les activités du Centre québécois de transfert de technologie en transport;
- coordonner la participation ministérielle au sein des associations québécoises, canadiennes et mondiales vouées à la recherche, à l'innovation et à l'échange; participer à titre de représentant ministériel auprès de ces organismes (AQTR, AIPCR, RME, ATC, TRB, etc.).

2.1 Organigramme¹



¹ Le présent organigramme reflète le portrait de la Direction de la recherche et de l'environnement au 31 mars 2002.

² Depuis le 13 mai 2002, Louise De La Sablonnière est chef du Service de la coordination de la recherche et de l'innovation.

³ Claude Gref assume l'intérim depuis le 16 septembre 2002.

⁴ Catherine Berthod est responsable du CQTTT depuis le 17 juillet 2002.

2.2 Ressources financières

BUDGET TOTAL 2001-2002 : 7,9 M\$

Rémunération	3,7	Permanents	3,530
		Occasionnels	0,190
Fonctionnement	2,5	Prg. de recherche	1,841
		Hon. Professionnels	0,074
		Informatique	0,160
		Autres	0,468
Transfert (Subventions)	1,6	Associations	0,510
		Chaires	0,270
		PRUSR	0,400
		Subv. Ad hoc	0,040
		Environnement	0,400
Immobilisations	0,06	Informatique	0,060

2.3 Dossiers majeurs

Parmi l'ensemble de ses activités, la DRE a assuré la gestion de neuf dossiers majeurs. Deux de ces dossiers, soit le dossier des systèmes de transport intelligents et celui du Corridor Québec-New York ont été transférés à la DGPST en novembre 2001.

Dossiers majeurs de la DRE :

- Programmation annuelle des projets de recherche
- Programme de recherche universitaire en sécurité routière
- Efficacité énergétique, réduction des émissions polluantes en transport et plan d'action québécois et ministériel 2000-2002 sur les changements climatiques
- Mise en œuvre de la politique environnementale du Ministère et stratégie d'implantation d'un système de gestion environnementale
- Régime québécois d'évaluation environnementale
- Impacts du sel de voirie sur l'environnement
- Systèmes de transport intelligents
- Corridor de commerce Québec-New York
- Soutien à la modernisation du Réseau mondial d'échanges (RMÉ) de l'AIPCR

2.4 Sites intranet et Internet de la Direction

À la suite de la réorganisation du mois de novembre, une mise à jour des sites intranet et Internet de la DRE a été effectuée. Cette mise à jour consistait dans un premier temps à loger à une nouvelle adresse les sites du Service de la géomatique et du Service de la gestion de l'information et des statistiques. Dans un deuxième temps, le site de la DRE a migré vers le site de la Direction générale des infrastructures et des technologies. Des mises à jour régulières ont par la suite été effectuées.

Le Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu travaille depuis près d'un an à la conception d'un site intranet, Internet et

Extranet en matière d'environnement. Le site de l'environnement sera intégré à celui de la DRE et devrait être en ligne sous peu.

Le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation a amorcé des travaux afin d'assurer le respect de la propriété intellectuelle et le droit d'auteur relativement aux résultats de recherche (**voir page 15**). Ce dossier est d'un intérêt capital puisque l'on entend utiliser de plus en plus l'intranet et l'Internet pour diffuser les rapports de recherche.

D'autres travaux ont été amorcés afin de rendre le site de la DRE conforme au Programme d'identification visuelle (PIV). Par la même occasion, une réforme complète de notre site est en cours de réalisation.

3. ACTIVITÉS ET EXPERTISE

3.1 Recherche-développement

Le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation en transport a comme mission de faire la promotion du développement des activités de recherche à l'interne comme à l'externe du Ministère. Il a le mandat de recevoir et d'évaluer les besoins de recherche du Ministère et de conseiller les gestionnaires et les autorités quant à la pertinence et la rentabilité des propositions de recherche.

Il revient au Service de s'assurer de la valorisation, de la diffusion et de gestion des actifs de propriété intellectuelle des projets de recherche.

Programmation de la recherche-développement 2001-2002

La programmation de recherche est adoptée annuellement à partir des projets de recherche en cours de réalisation et par l'évaluation des propositions de recherche soumises par les différentes directions. Par l'entremise des conseillères en recherche, le Service soutient les directions dans la réalisation et la gestion de leurs projets de recherche.

La programmation 2001-2002 a été approuvée le 15 juin 2001. Le suivi des activités de recherche a donné lieu à la réalisation de trois bilans: septembre 2001, janvier et mars 2002. Les bilans ont été acheminés aux directeurs et sont disponibles sur le site intranet (http://www.intranet/dot/Rech_Dev/index.html) du Service de la coordination de la recherche et de l'innovation.

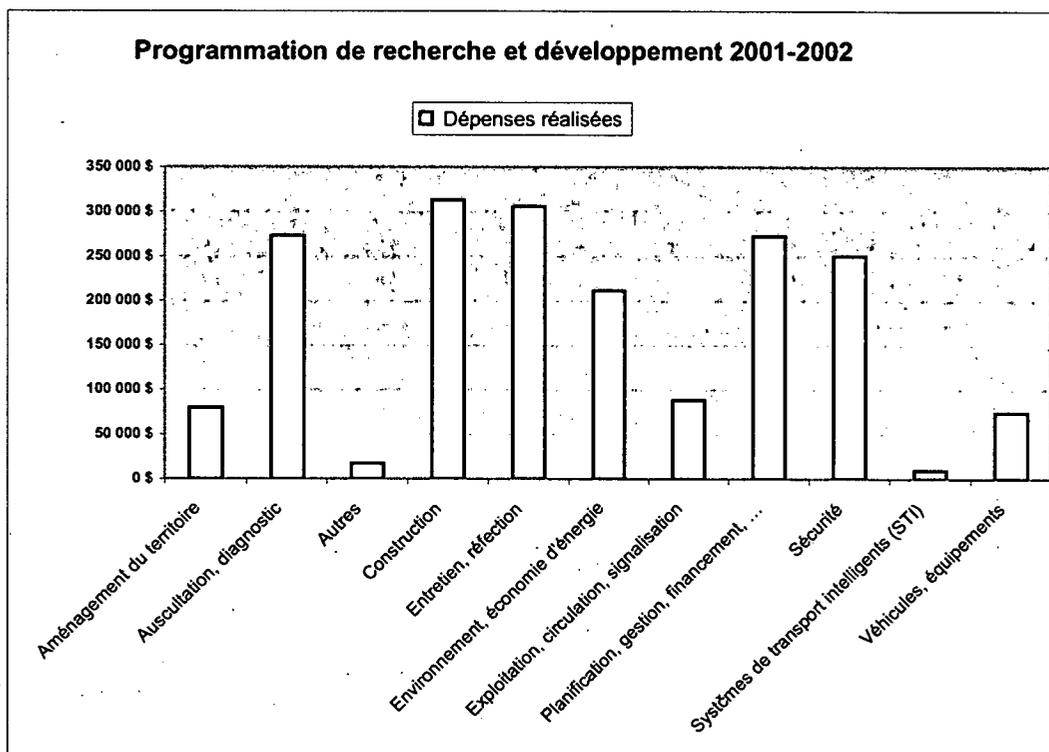
Le tableau qui suit présente les montants initiaux en surprogrammation et les montants réels dépensés pour l'année 2001-2002.

	Nombre d'activités	Montants internes initiaux au 15 juin 2001	Montants externes initiaux au 15 juin 2001	Montants internes au 1er mai 2002	Montants externes au 1er mai 2002
Nouvelles initiatives	40	141 030 \$	1 181 444 \$	85 770 \$	677 578 \$
Activités en parachèvement	62	368 626 \$	1 764 136 \$	294 290 \$	1 219 025 \$
Total	102	509 656 \$	2 945 580 \$	380 060 \$	1 896 603 \$
Budget alloué			1 841 100 \$		
Budget fin d'année après ajustements et transferts			1 896 603 \$ (103 %) du budget initial		
Pourcentage de réalisation	103% du budget initial				

Par comparaison, en 2000-2001, seulement 1,5 M\$ en montants externes avait été dépensé avec le budget initial de 1,8 M\$.

Le graphique 1 présente les dépenses réalisées en 2001-2002 par champs d'activité, selon leur importance. Il comprend principalement les activités de recherche financées par la Direction de la recherche et de l'environnement. Les projets de recherche liés aux subventions du *Programme de recherche universitaire en sécurité routière* ne sont pas inclus au tableau.

Graphique 1 - Programmation de recherche et développement 2001-2002 par champs d'activité.



- Perspectives de développement et orientations de la recherche et développement

L'évolution des développements techniques, des besoins exprimés par le milieu et des priorités du Ministère amènent ce dernier à concentrer ses efforts de recherche dans certains domaines. Le développement de nouveaux créneaux doit donc être évalué de manière à répondre aux nouvelles réalités des transports. Traditionnellement, une grande part de la recherche au MTQ est dévolue aux infrastructures ainsi qu'à la sécurité routière. Depuis peu, l'environnement et le transport durable ont pris leur envol et se sont ajoutés à d'autres domaines d'intérêt tels

que le développement des systèmes de transport intelligents (STI) et la géomatique appliquée aux transports.

Ces informations relatives aux domaines de pointe sont essentielles à une planification éclairée de la recherche en transport.

- *Appel de propositions 2002-2003*

Dès le 18 décembre 2001, l'appel de propositions des projets de recherche pour la Programmation 2002-2003 était lancé. Cet appel de propositions s'est déroulé jusqu'au 8 février 2002. On dénombre 39 projets comportant 50 nouvelles initiatives ou activités (2,5 M\$ en montants externes) qui ont été présentés à la Direction de la recherche et de l'environnement.

Toutes les demandes d'activités en nouvelles initiatives ou représentées ont fait l'objet de fiches descriptives. Les directions ont établi un ordre de priorité pour les projets qu'elle présentaient. Par la suite, la Direction de la recherche et de l'environnement a évalué chacun des projets selon des critères tels le degré d'innovation visé, la conformité aux orientations ministérielles, les chances de succès du projet, etc.

Les conseillères en recherche ont assuré le suivi de tous les projets de recherche qui ont été déposés et ont assisté les chargés de projet dans la préparation de leur dossier.

□ **Subventions de recherche-développement du MTQ pour 2001-2002**

Chaires universitaires

Le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation en transport a également comme mandat de démarrer et d'assurer le suivi administratif de chacune des chaires universitaires qu'il subventionne.

- La phase 2 du partenariat entre le MTQ et la *Chaire industrielle sur le béton projeté et les réparations en béton* de l'Université Laval, d'une durée de cinq ans, se terminera en juin 2004. Au cours de cette période, le Ministère versera 40 000 \$ par année à la Chaire.

Mentionnons que des applications pratiques ont permis d'améliorer les façons de faire du Ministère en matière de béton projeté, principalement le béton projeté par voie sèche, sur les réparations minces et sur les réparations de routes.

C'est le Service des chaussées qui représente le Ministère au conseil scientifique de la chaire dont le mandat est d'orienter la recherche et de s'assurer de la qualité du contenu scientifique.

- Le Ministère a renouvelé son partenariat de recherche avec l'Université de Montréal concernant la *Chaire en paysage et environnement* (CPEUM) pour la période comprise entre le 1^{er} juin 2001 et le 31 mai 2006, à raison d'une contribution financière de 50 000\$ par année. À cet effet, une nouvelle convention de recherche a été préparée et signée en juin 2001. Cette chaire est issue d'un partenariat entre l'Université de Montréal, Hydro-Québec, le ministère des Transports et la Société d'affichage Astral Média.

Avec la poursuite de sa collaboration à la Chaire, le MTQ bénéficie à nouveau des effets de la synergie entre les différentes équipes de recherche et entre les diverses écoles affiliées à la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, dont l'Institut d'urbanisme et l'École d'architecture du paysage. Ainsi, à titre de bailleur de fonds et de membre du comité directeur, le Ministère est en mesure d'orienter les travaux en fonction de ses préoccupations et d'avoir accès aux résultats des recherches effectuées pour le compte d'autres organisations. Il profite également des résultats de la recherche fondamentale que la Chaire se propose de conduire en marge des recherches à contrat et à même ses propres ressources.

- La création, en juillet 1998, de la *Chaire de recherche industrielle sur l'exploitation des infrastructures* soumises au gel de l'Université Laval correspondait à une préoccupation de recherche sur l'exploitation des chaussées et des structures en conditions de gel dans le but de trouver des solutions durables à la protection du patrimoine routier québécois. Les travaux en cours ont fait avancer l'état des connaissances et ont permis au Ministère d'améliorer ses pratiques relativement aux problèmes de gel dans les sols d'infrastructures routières.

Cette chaire regroupe plusieurs partenaires tel que des industriels, des municipalités, des associations et des groupes d'ingénieurs conseils. À titre de partenaire principal, le ministère des Transports s'est engagé à verser une contribution totale de 400 000 \$ répartie sur 5 ans. De plus, le Ministère fournit l'équivalent de 100 000 \$ sous forme de prêts d'équipement et de services spécialisés. Le suivi administratif de la Chaire est assuré par le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation en collaboration avec le Service des chaussées qui couvre les aspects techniques et scientifiques.

- Au cours de 2001, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation a démarré la *Chaire industrielle sur le renforcement en*

matériaux composites pour les structures en béton de l'Université de Sherbrooke. Les travaux de la Chaire visent l'amélioration des connaissances afin de permettre l'utilisation, comme armatures dans le béton, de matériaux composites à base de polymère renforcés de fibres. Les dommages causés aux infrastructures par la corrosion des aciers d'armature sont parmi les premières causes de détérioration prématurées des ouvrages.

En faisant partie du Conseil de liaison de la chaire le Ministère, par l'entremise de son représentant de la Direction des structures, est en mesure d'orienter les travaux de recherche selon ses intérêts et d'avoir accès aux résultats des recherches effectuées pour le compte d'autres organismes. La contribution du MTQ est de 40 000 \$ par année sur cinq ans et se terminera en avril 2005.

- Le Ministère travaille depuis l'année 2000 à la mise en place de la *Chaire industrielle sur l'auscultation des structures de béton* de l'Université de Sherbrooke. Cette année, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation a assisté la Direction des structures à la préparation de l'entente avec l'Université de Sherbrooke. La contribution du ministère est fixée à 40 000\$ par année pour cinq ans.

Cette chaire regroupe plusieurs partenaires des secteurs public et privé. Elle s'intéresse spécifiquement au développement de méthodes de recherche non-destructive sur les éléments de béton (dalles, poutres, colonnes etc.) afin d'évaluer la qualité de ce matériau, de détecter et de caractériser la corrosion des armatures, des fissures, des vides. Ainsi, il sera possible de développer des outils d'évaluation mieux adaptés aux besoins des gestionnaires et des propriétaires de structures.

Bourses d'études du ministère des Transports (Concours A4)

Ce programme de bourses d'études a pour objectifs de stimuler l'intérêt des étudiants pour la recherche dans le domaine du transport et d'aider les meilleurs candidats à entreprendre et à poursuivre un programme de maîtrise ou de doctorat en recherche dans des thématiques jugées prioritaires par le ministère des Transports.

Plus particulièrement, ce programme vise à :

- favoriser la formation de nouveaux chercheurs ;
- stimuler le développement des compétences ;
- former un nombre suffisant de chercheurs dans le domaine des transports pour permettre l'émergence d'une expertise québécoise en transport et favoriser la mise en place d'un réseau d'excellence en transport.

Les bourses s'adressent aux étudiants de niveaux maîtrise et doctorat et sont de l'ordre de 15 000 \$ et 20 000 \$ respectivement pour une période de 12 mois d'étude.

Chaque année, un montant de 17 000 \$ est accordé pour encourager ces recherches en transport. Un comité d'évaluation composé de professeurs d'universités et de représentants du Ministère et du Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies (anciennement le Fonds FCAR) évalue les propositions en fonction de différents critères.

En 2001-2002, le Ministère a évalué 21 propositions de thèses de maîtrise et de doctorat et a recommandé, avec les membres du comité, de donner suite à 7 d'entre elles.

Programme de recherche universitaire en sécurité routière (PRUSR)

Le ministère des Transports, la Société de l'Assurance automobile (SAAQ) et le Fonds de la recherche sur la nature et les technologies continuent, avec ce programme, un travail de partenariat de recherche commencé il y a dix ans. Les objectifs visés sont liés aux enjeux stratégiques du Ministère et de la SAAQ en matière de recherche et d'innovation. Ils s'inscrivent dans les actions décrites dans la *Politique commune de sécurité dans les Transports 2001-2005, volet routier*.

Actuellement, on dénombre 34 projets de recherche en cours de réalisation dans ce programme.

Le deuxième et dernier concours prévu dans le cadre du Programme a été lancé le 4 septembre 2001. Les crédits disponibles pour ce concours sont de l'ordre de 2 300 000 \$, dont 500 000 \$ sont réservés au financement de projets à l'initiative des chercheurs universitaires. Pour ces projets, l'aide financière consiste en une subvention biennale ou triennale selon les besoins financiers justifiés dans la demande de subvention. Quant aux projets s'inscrivant dans les axes prioritaires énoncés par le MTQ et la SAAQ, le montant de l'aide financière accordée correspond au budget alloué pour chacune des catégories qui suivent, et ce, pour la durée prescrite :

- Catégorie A (100 000 \$ à 150 000 \$) ;
- Catégorie B (50 000 \$ à 99 999 \$) ;
- Catégorie C (30 000 \$ à 49 999 \$).

Les subventions accordées contribuent au financement des dépenses courantes liées directement à la réalisation d'un projet de recherche, à la formation de chercheurs, à des dépenses pour stages à l'extérieur

du Québec et à la diffusion des connaissances dans des domaines stratégiques pour la sécurité routière.

Les 27 équipes de recherche qui ont présenté au mois de novembre une demande de subvention étaient toutes admissibles. De ce nombre, 17 équipes ont proposé un projet s'adressant à la SAAQ et 10 au MTQ. En décembre 2001, les comités distincts du MTQ et de la SAAQ ont jugé que 21 des demandes soumises étaient pertinentes : 12 demandes ont été soumises aux membres du Comité SAAQ et 9 à ceux du comité MTQ. Finalement, les recommandations des comités scientifiques ont permis d'octroyer une subvention à 11 équipes de recherche, soit 7 projets pour la SAAQ (828 001 \$) et 4 projets pour le MTQ (441 850 \$).

Consortium de recherche sur la climatologie régionale - OURANOS

Au cours de cette année, la Direction de la recherche et de l'environnement a participé à la mise en place d'un consortium de recherche sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques *OURANOS*. La raison d'être du consortium est de créer, pour une période déterminée (2001-2004), un effet de levier par la mise en commun d'un bassin de ressources humaines, matérielles et financières qui permettra à ses usagers membres⁵ de réunir les données physiques et d'accéder au savoir scientifique indispensable à la prise de décision concernant l'adaptation de leurs activités aux changements climatiques.

En plus des différentes équipes de recherche universitaires pressenties, chaque partenaire doit consacrer à ce projet de consortium une personne-année (ETC) en recherche et développement. Quant à la contribution financière des ministères membres du Comité Interministériel sur les changements climatiques (CICC), elle est fixée à 150 000 \$ par année pour la phase initiale, soit un total de 4,6 millions de dollars pour la période 2001-2004. La contribution annuelle d'Hydro-Québec est de 1 M\$ et celle du Service météorologique du Canada (SMC) est de 900 000 \$. Valorisation Recherche Québec (VRQ) a pour sa part accepté de financer jusqu'à concurrence de 6 millions de dollars, d'ici la fin de mars 2004, les activités de recherche du Consortium. Un décret adopté le 27 mars 2001 par le gouvernement assure le financement du consortium

⁵ Les trois promoteurs du Consortium de départ sont le Comité interministériel sur les changements climatiques (CICC) impliquant sept ministères – Sécurité publique, Ressources naturelles, Recherche, Science et Technologie, Environnement, Transports, Agriculture, Pêcheries et Alimentation, et Affaires municipales –, Hydro-Québec, le Service météorologique du Canada (SMC) ainsi que Valorisation-Recherche Québec (VRQ).

jusqu'en 2004 par l'entremise du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies.

Le consortium *OURANOS* est en phase de démarrage. Pour établir sa programmation scientifique, il fait appel aux membres du Consortium et à la communauté scientifique. Le ministère des Transports a donc, à titre de membre mandataire, l'occasion de faire connaître au Consortium ses besoins en matière de recherche relativement aux changements climatiques.

Centre de développement et de transfert de technologie dans le domaine du béton

Le programme conjoint université-industrie du Centre de développement et de transfert de technologie dans le domaine du béton vise l'amélioration des connaissances en vue de régler des problèmes relatifs à l'utilisation du béton lors de la réalisation ou de réparations d'infrastructures. Ce partenariat a débuté en février 2000 et s'est terminé en mars 2002. Les experts techniques de la Direction générale des infrastructures et des technologies ont établi un bilan positif des acquis et de ces travaux.

À la suite de la demande de poursuivre la collaboration de recherche dans ce domaine particulier, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation devra évaluer l'intérêt de poursuivre un tel partenariat. Le cas échéant, les autorisations, le protocole d'entente ainsi que tous les documents administratifs seront de la responsabilité du Service de la coordination de la recherche et de l'innovation

Autres dossiers

Programme de coopération en transport

Cette activité s'inscrit dans le cadre du Programme de coopération franco-québécoise du ministère des Transports en partenariat avec la Société de l'assurance automobile du Québec et le Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies (FQRNT).

L'objectif du Programme est de mettre en place, avec la collaboration des universités québécoises et françaises ainsi que les instances gouvernementales en transport, une structure de coopération pour favoriser les échanges au moyen de stages destinés aux étudiants de niveaux maîtrise et doctorat, dans le domaine du transport et de la sécurité routière, et de disposer d'un créneau permettant de procéder à des échanges de chercheurs dans des centres d'excellence au Québec et en France.

Les retombées pour le Québec sont nombreuses, il suffit de penser au partage des expertises développées de part et d'autre. La coopération avec la France permettra également de développer des partenariats de recherche et d'organiser des activités de maillage entre les équipes de recherche et des rencontres scientifiques et technologiques en transport.

Au cours de l'année 2001-2002, une mission exploratoire a été réalisée en France en vue de faire connaître le projet et de mesurer l'intérêt. Depuis, des interlocuteurs de l'École Nationale des Travaux Publics de l'État (ENTPE), du Centre d'études en transport urbain (CERTU) et de l'Institut national de recherche et d'études sur les transports et leur sécurité (INRETS) nous ont rendu visite pour poursuivre les discussions.

Un projet de mission est en préparation pour l'automne 2002 afin de conclure des ententes de collaboration et d'établir les paramètres de fonctionnement du programme dans le cadre d'une participation du Québec au Réseau international d'excellence en transport.

Propriété intellectuelle

À la suite du rapport annuel du Vérificateur général de 1995-1996, l'absence d'une politique relative à la gestion de la propriété intellectuelle dans presque toutes les unités vérifiées a été soulevée. Le *Plan d'action en science, technologie et innovation* du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie faisait également mention d'une telle lacune : « (...) aucune politique cohérente et uniforme de gestion, de protection ou d'acquisition des droits de propriété intellectuelle relative aux résultats de recherche n'existe au sein de l'Administration publique québécoise ».

Afin de pallier cette situation, un comité interministériel a été mis en place en novembre 2001 pour élaborer un cadre de gestion et de valorisation de la propriété intellectuelle résultant des activités scientifiques et technologiques des ministères et organismes publics. Le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation a participé à ce comité qui, depuis, a tenu cinq rencontres.

Ce projet de cadre de gestion prévu pour l'automne 2002 tiendra compte, entre autres choses, des règles administratives en matière de propriété intellectuelle et des normes québécoises applicables au droit d'auteur.

3.2 Centre québécois de transfert de technologie en transport (CQTTT)

Le CQTTT fait partie du Service de la coordination de la recherche et de l'innovation. Il agit à titre de relais québécois du Groupe RMÉ (voir le point 6 Réseau mondial d'échanges). Sa mission est d'assurer le transfert de connaissances et de technologies vers et entre les directions centrales et territoriales du Ministère, les municipalités et divers intervenants des secteurs parapublic et privé.

Pour ce faire, le CQTTT a développé des outils qui lui permettent d'assurer le transfert de connaissances : publications, banques de spécialistes, traitement de demandes d'expertise acheminées par le RMÉ, etc.

Les demandes d'expertise adressées au CQTTT au cours de 2001-2002 étaient liées aux domaines des structures (tunnels), des STI (péage électronique), du transfert technologique ainsi qu'à celui de la sécurité routière.

3.3 Centre de documentation

Le Centre de documentation relève également du Service de coordination de la recherche et de l'innovation. Il assure tous les services de soutien documentaire aux employés du Ministère et répond aux demandes des professionnels et organismes québécois liés aux transports.

Le Centre contribue à la diffusion des rapports d'études et de recherches réalisées par le Ministère. Il alimente la banque de données *Documentation internationale sur la recherche dans les transports* (DIRT) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il échange des rapports de recherche avec certains centres de documentation européens et américains.

Le Catalogue unifié des bibliothèques gouvernementales du Québec (CUBIQ) dont fait partie le Centre de documentation regroupe 43 bibliothèques et est accessible par l'intranet et l'Internet.

On compte 615 567 notices bibliographiques dans le catalogue qui contient 1 444 435 exemplaires. La portion du Ministère équivaut à 65 213 notices bibliographiques.

Le Centre offre également un soutien important pour les activités de veille du Ministère (voir point 4).

Voici quelques chiffres qui résument les diverses activités du Centre de documentation réalisées au cours de 2001-2002.

CENTRE DE DOCUMENTATION DU MTQ 2001-2002		
Prêt de documents	18 631	
Prêts entre bibliothèques	1 037	
Demandes d'information	13 002	On compte 298 organismes hors du Ministère qui ont utilisé les services du Centre de documentation
Photothèque	784	Prêts
	644	Photos numérisées
	135	Demandes d'information
Catalogage	6 423	Documents traités Dans le cadre du projet de catalogage rétrospectif, il y a eu 3 310 documents traités. Il en reste 1730 à cataloguer
Acquisitions de la documentation	1 643	Documents acquis
	697	Dons
Publications		
- Acquisitions récentes	262	Abonnés
- Sommaire des périodiques	173	Abonnés
- Photocopies d'articles provenant du Sommaire	2 083	Photocopies
* Programme d'échange de publications	23	C'est-à-dire 23 titres différents totalisant 117 exemplaires

*Organismes ayant participé au Programme d'échange : Institute of Transportation Studies (Californie), INRETS (France), LCPC (France), DAEI/Service économique et statistique (France), Danish Road Institute (Danemark), Swedish National Road and Transport Research Institute (Suède), Public Works Research Institute (Japon).

3.4 Environnement

Le Service de l'environnement et de études d'intégration au milieu a pour mission d'élaborer, d'évaluer et de réviser des politiques et des programmes ministériels en environnement répondant aux grandes orientations gouvernementales en cette matière. Il soutient l'ensemble des unités du Ministère dans leurs activités liées à la protection de l'environnement, au développement durable, aux changements climatiques et à l'intégration des interventions du Ministère dans le milieu.

Principaux dossiers

Plan d'action québécois et canadien se rapportant aux changements climatiques

Dès 1992, le Québec s'est investi dans la lutte aux changements climatiques en adhérant à l'objectif et aux principes de la *Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, dite Convention de Rio. L'objectif ultime de la Convention de Rio est de «stabiliser [...] les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation dangereuse du système climatique due à l'activité humaine.

Le Ministère participe activement aux activités relatives au Plan d'action québécois sur les changements climatiques (PAQCC) et au Plan canadien. L'équipe ministérielle du PAQCC est coordonnée par le Service de l'environnement, qui assure le suivi de la réalisation de l'ensemble des mesures du PAQCC touchant les transports.

Au cours de 2001-2002, le Ministère a mis en place des mesures concrètes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

- Programme employeur auprès du personnel du gouvernement afin d'inciter les employés à utiliser le transport en commun;
- Investissements majeurs dans le service de transport en commun afin d'augmenter son achalandage;
- Réalisation d'études de faisabilité de diverses mesures fiscales sur les transports.

Dans le cadre du PAQCC, le Service de l'environnement a également fait des représentations et préparé des documents en vue de rencontres à divers niveaux.

- Réunion des Gouverneurs de Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'est du Canada;
- Représentation au Conseil régional de développement de l'Île de Montréal (CRDIM) : Groupe de travail sur les transports du Comité environnement;
- Animation d'un sous-groupe de discussion à l'atelier « *Évolution du transport au Canada vers la durabilité : perspective à plus long terme* » du Centre du transport durable à Montréal organisé avec la collaboration du MTQ;
- Représentation auprès du Regroupement de la capitale nationale sur la qualité de l'air (RCNQA);
- Présentation au Groupe de réflexion du Comité interministériel sur les changements climatiques (GRCICC) une « *Proposition des mesures de réduction de gaz à effet de serre en transport pour une stratégie globale québécoise sur les changements climatiques* »
- Présentation, à la Table d'échange des responsables, des Plans de transport du MTQ, de la problématique du réchauffement climatique, le PAQCC 2000-2002 et des réalisations du Plan d'action ministériel sur les changements climatiques.
- Représentation au comité usagers du Consortium Ouranos sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques.
- *Groupe de travail interministériel sur les véhicules écologiques*

Le groupe de travail a comme mandat d'élaborer un plan d'action visant à rendre opérationnel la politique d'achat du parc de véhicules gouvernementaux. Il est sous la responsabilité du ministère de l'Environnement. Le groupe de travail contribuera également à l'atteinte des objectifs du Plan d'action québécois 2000-2002 sur les changements climatiques qui vise à augmenter de 20 % l'efficacité énergétique et environnementale de l'ensemble du parc automobile gouvernemental.

Les travaux du groupe viennent tout juste de commencer. L'Agence de l'efficacité énergétique a acquis les données de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) sur l'ensemble du parc automobile gouvernemental et verra, dans un premier temps, à dresser un portrait de la situation.

Subventions

Le ministère des Transports est appelé régulièrement à participer financièrement à des projets liés à la stratégie de réduction des gaz à effet de serre (GES) et aux nouvelles technologies appliquées au secteur des transports. Parmi les activités qui ont bénéficié d'une subvention de la part du Service de l'environnement en 2001-2002 mentionnons :

- Journée de l'air pur 2001 (Transport 2000)
- Projet jour V (Corporation Tour de l'Île de Montréal)
- Campagne de sensibilisation « À Québec sans ma voiture » (Comité régional des usagers du transport en commun - CRUTEK)
- Véhicule solaire Éclipse IV (École de technologie supérieure)
- Projet Silicon Valley (Département de génie de l'Université de Sherbrooke)
- Projet « Au travail en vélo » (CRUTEK)

Stratégie et plan d'action du gouvernement du Québec sur la diversité biologique

Afin de répondre aux objectifs de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, ratifiée par le Canada en 1992 au Sommet de la Terre de Rio, le gouvernement du Québec s'est doté, en 1996, d'une Stratégie québécoise sur la diversité biologique établie pour une période de cinq ans. En 2000, le nombre d'actions québécoises s'élevait à 566, dont 58 étaient entreprises par le ministère des Transports, soit 10 % des actions québécoises. Fort de son expérience, le gouvernement du Québec a décidé, en juin 2000, de prolonger sa stratégie initiale (1996-2000) de deux ans et d'en assurer la révision pour une période additionnelle de cinq ans.

Le projet de Stratégie québécoise sur la diversité biologique 2002-2007 a fait l'objet d'une consultation interministérielle en septembre 2001 en ce qui a trait à la stratégie et au plan d'action. Le 1^{er} mars 2002, la population a été invitée à soumettre ses commentaires. Quelque 600 organismes ont été ciblés dans le cadre de cette consultation publique qui s'est terminée par deux rencontres, l'une à Montréal et l'autre à Québec.

La contribution du Ministère est présentée dans l'orientation 2 du Projet de stratégie québécoise sur la diversité biologique 2002-2007. L'orientation porte sur le maintien de la diversité biologique lors de la planification des interventions sur le territoire d'activités liées à l'énergie, de même qu'à celles associées aux activités fauniques, forestières, agricoles, minières, industrielles, touristiques, urbaines villageoises, et de transport. Les objectifs liés aux transports sont de doter le Ministère, d'ici 2006, d'un système de gestion

environnementale de type ISO 14001 et d'appliquer, d'ici 2007, une gestion écologique sur plus de 50 % des dépendances vertes associées aux emprises routières tout en assurant la sécurité des utilisateurs. Des actions sont associées à ces deux objectifs ainsi qu'à d'autres axes d'intervention.

À titre de coordonnateur ministériel, le Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu a assuré le suivi du dossier et déposé auprès du Comité interministériel sur les changements climatiques (CICC) le bilan des résultats de la mise en œuvre des mesures du Ministère en matière de réduction des GES.

Une estimation des gains en coûts de santé liés à la pollution de l'air a également été réalisée en vue de mettre en application ces connaissances dans les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Système de gestion environnementale

Dans le projet de Stratégie québécoise sur la diversité biologique 2002-2007, le Ministère a comme but d'implanter un système de gestion environnementale (SGE). Le projet de stratégie d'implantation proposé par le groupe de travail ministériel (décembre 1998 - juin 1999) sera de nouveau actualisé afin de permettre au Ministère d'assurer un meilleur contrôle sur les aspects environnementaux, ainsi que sur les interventions en matière d'environnement sur l'ensemble du territoire. Un tel système permettra également de réduire les impacts et les risques environnementaux liés aux activités du Ministère.

Gestion des sels de voirie

Le 1^{er} décembre 2001, Environnement Canada recommandait d'inscrire les sels de voirie à l'Annexe I de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE). Toutefois, il n'a pas encore procédé à la déclaration officielle de « toxicité » des sels de voirie. Pour sa part, Santé Canada, co-répondant de l'étude d'évaluation reconnaît que les sels de voirie ne sont pas toxiques pour l'homme. La décision finale d'inscrire les sels de voirie à l'Annexe I de la LCPE appartient au gouvernement fédéral sous la recommandation du ministre de l'Environnement du Canada.

Selon Environnement Canada, l'inscription définitive des sels de voirie à l'Annexe I de la LCPE n'aura pas pour effet de bannir au Canada l'utilisation de ces derniers puisqu'il n'existe pas d'alternative applicable à court terme. Toutefois, considérant les préoccupations environnementales d'Environnement Canada, ce dernier incitera les

gestionnaires de réseaux à réduire le recours global aux chlorures tout en garantissant le maintien de la sécurité routière et en optimisant les pratiques d'entretien hivernal selon quatre axes d'intervention: épandage, entreposage, élimination des neiges usées et ferrocyanures.

Le gouvernement fédéral dispose de deux années pour élaborer des mesures de gestion permettant de diminuer l'impact des sels de voirie sur l'environnement. Environnement Canada a alors mis sur pied un groupe de travail multilatéral sur l'évaluation, la sélection et l'élaboration de mécanismes de gestion visant à réduire l'effet des sels de voirie sur l'environnement. Les domaines sous examen sont des techniques d'application de pointe et de meilleures techniques d'entreposage et de manutention. Ces mesures seront choisies et élaborées par le gouvernement du Canada avec la participation volontaire des provinces et des territoires et s'appuieront sur les travaux que ceux-ci ont déjà réalisés. Les municipalités, les services de transport et d'entretien des routes, l'industrie des sels de voirie et les groupes de protection de l'environnement participent au processus. Si ce régime est accepté, il s'ensuivra alors une période de 18 mois permettant de compléter la mise en œuvre de ces mesures, soit au plus tard à l'automne 2005.

Le MTQ et ses partenaires (MENV, MAMM, UMQ, FQM, Industrie du sel) travaillent actuellement à l'élaboration d'un plan québécois de gestion des sels de voirie. Le Service de l'environnement a contribué à former un groupe de travail québécois sur la gestion environnementale des sels de voirie et il a participé à la première réunion du groupe de travail multilatéral sur l'évaluation, la sélection et l'élaboration de mécanismes de gestion visant à réduire l'effet des sels de voirie sur l'environnement.

Évaluation environnementale stratégique des politiques, des plans et des programmes

L'évaluation environnementale stratégique (ÉES) est une procédure d'évaluation appliquée à l'élaboration et à la révision des politiques, des plans et des programmes (PPP) des ministères et organismes publics ou privés. Le régime d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, applicable au Québec méridional à l'égard de certains projets, est prévu à la section IV.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement, qui encadre ce régime, existe depuis 1980.

À la suite de son intention de réviser son rôle et ses priorités d'intervention, le ministère de l'Environnement (MENV) publiait, en novembre 1999, un document de réflexion sur la révision du régime de

protection de l'environnement, ce qui incluait bien sûr la révision du régime d'évaluation environnementale.

Plusieurs projets du MTQ pourraient être touchés par la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, notamment les projets routiers d'envergure. Le temps venu, le Ministère proposera au MENV des avenues de solutions susceptibles d'en améliorer l'efficacité. Pour le Ministère, outre la réduction des coûts et des délais inhérents à la procédure, un allègement du cadre législatif et réglementaire applicable est aussi visé.

Le Ministère collabore avec le MENV à l'élaboration du projet de politique en matière d'ÉES prévu pour décembre 2002.

Expertise

Le Service de l'environnement possède plusieurs expertises qui lui permettent de soutenir l'ensemble des unités administratives dans leurs interventions en matière environnementale.

- Gaz à effet de serre et indicateurs de transport

Au cours de la dernière année, le Service de l'environnement a été en mesure d'offrir des services d'expertise-conseil en matière d'indicateurs en transport et de gaz à effet de serre pour les travaux réalisés par la Commission Nicolet et ceux des directions de l'Ouest-de-la-Montérégie, de la Chaudière-Appalaches, de Montréal et de la Côte-Nord.

- Épandage de pesticides dans les abords routiers

Dans ce domaine, le Service de l'environnement tient informé les directions territoriales sur la réglementation à observer pour l'obtention de certificats d'autorisation d'épandage de pesticides. Des informations sont également fournies quant aux solutions de rechange, non chimiques, pouvant contribuer à solutionner les difficultés rencontrées dans la gestion des dépendances vertes.

- Avis sur le bruit routier

En ce qui a trait au bruit routier, le Service assure la mise en œuvre de la Politique sur le bruit routier par la production d'avis ministériels réalisés à l'occasion des consultations interministérielles relatives à la révision des schémas d'aménagement.

- Normes environnementales

La révision des normes environnementales des ouvrages routiers (conception et construction routière, abords de route) est assurée par le Service de l'environnement.

En ce qui a trait aux clauses environnementales du Cahier des charges et devis généraux (CCDG), le Service de l'environnement a eu comme mandat de réunir, sous une même section, toutes les clauses à caractère environnemental du CCDG.

- Réhabilitation de terrain contaminé

Dans le cadre du remplacement des réservoirs de produits pétroliers et autres usages de terrain par le MTQ, huit terrains appartenant au Ministère ou ayant été utilisés par lui ont été restaurés de manière à respecter les lois en vigueur et à valoriser ces terrains pour des usages futurs dans un esprit de développement durable.

Une ancienne voie ferrée revalorisée en piste cyclable a été restaurée afin d'être conforme aux politiques en vigueur concernant les terrains contaminés. La MRC qui exploite la piste cyclable a aménagé les lieux sans respecter les recommandations de l'étude de caractérisations produite par notre Service. Il a donc été nécessaire de restaurer, en collaboration avec les DT de l'Est et de l'Ouest de la Montérégie les sites contaminés de manière à ne pas exposer le public à des concentrations de contaminants qui dépassent la norme.

- Caractérisation environnementale de terrain

Études écotoxicologiques et caractérisation environnementale de terrain

La caractérisation environnementale et les études écotoxicologiques ont été complétées pour trois emprises ferroviaires abandonnées. Le Ministère a donc pu en prendre possession et les intégrer dans le réseau québécois de pistes cyclables.

- Étude et caractérisation environnementale de matériaux

Études de vérification environnementale sur l'utilisation de l'amiante dans les enrobés bitumineux

Le Ministère a été mandaté par un comité interministériel pour évaluer l'innocuité pour l'environnement et la santé de l'utilisation des produits à base d'amiante en regard des lois et règlements en

vigueurs. Des recommandations pour améliorer les gestions de ces matériaux ont été formulées.

Les études de vérification environnementale sur l'utilisation de l'amiante dans les enrobés bitumineux additionnés de fibres d'amiante sont produites en collaboration avec le Service des matériaux d'infrastructure du Ministère.

Le Ministère désire faire passer à 100 000 tonnes les enrobés bitumineux avec amiante. Des vérifications ont été effectuées quant au respect des normes applicables pour l'amiante lors des opérations de planage de chaussée avec amiante de même que lors des essais de formulation et d'extraction de ces enrobés effectués aux laboratoires du Ministère.

- Suivi de lois et règlements en matière d'environnement

Le Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu assure le suivi des lois, règlements, directives, conventions, politiques, stratégies des gouvernements fédéral et provincial auxquels le Ministère est confronté dans l'accomplissement de sa mission. À cet effet, le Service de l'environnement assure le suivi des modifications apportées au cadre légal en matière d'environnement et diffuse l'information pertinente aux répondants en environnement des directions territoriales.

Il répond aussi aux consultations spécifiques des ministères et organismes fédéraux et provinciaux qui ont la responsabilité du cadre légal pouvant affecter les activités du Ministère. Il utilise les services de la Direction des affaires juridiques pour faire l'interprétation de certains documents légaux.

- Gestion intégrée et durable des dépendances vertes

En matière de gestion de ses dépendances vertes, le Ministère doit développer une nouvelle approche de gestion tant au niveau de la tonte, que de la maîtrise de la végétation (plantes envahissantes), du traitement des eaux de ruissellement et des problèmes de santé publique (herbe à poux).

De nouvelles avenues telles que le parrainage d'autoroute ou la publicité florale restent à explorer. La gestion intégrée est le meilleur outil dont on dispose actuellement pour répondre à l'ensemble des problématiques environnementales, économiques et sociales. Un cadre doit cependant être défini pour moduler la gestion intégrée et durable sur l'ensemble du territoire québécois et permettre ainsi son application par les directions territoriales.

- *Problématiques opérationnelles et d'insertion paysagère relativement aux infrastructures de transport*

Les travaux réalisés en matière d'insertion paysagère relativement aux infrastructures de transport ont porté, entre autres, sur les dossiers plus particuliers du Conseil du paysage québécois du projet de porte d'entrée du Québec à Saint-Bernard-de-Lacolle par l'autoroute 15, et sur la plantation d'arbres, notamment à propos de la Société de l'arbre du Québec (SODAQ).

- *Normalisation, guide et certification*

Des travaux pour la refonte des guides *Conception des avant-projets routiers* et de *Préparation des projets routiers* ont été réalisés afin d'actualiser ces outils. Le Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu coordonne aussi la table sectorielle « environnement » afin d'élaborer le cheminement pour la prise en compte de l'environnement dans la conception et la réalisation des projets routiers, plus particulièrement les activités menant à l'obtention des différentes autorisations provinciales et fédérales requises.

- *Normes de consommation des véhicules*

Diverses activités ont été réalisées en vue d'analyser l'impact potentiel d'une nouvelle norme de type « Corporate Average Fuel Economy » (CAFE) sur le parc de véhicules québécois et les émissions de GES sur notre territoire : élaboration d'une approche méthodologique, coordination et réalisation des analyses, revue de la littérature, rassemblement de données essentielles, rédaction des rapports et des avis.

- *Programme ÉcoGESTe*

Le suivi du programme gouvernemental de mesures volontaires de réduction des gaz à effet de serre ÉcoGESTe est assuré par le Service de l'environnement. En 2001, un bilan détaillé, un plan d'action et des rapports ont été réalisés.

- *Guide d'aménagement et de gestion du territoire utilisé par le castor au Québec*

Le Ministère a contribué à la réalisation d'un Guide d'aménagement et de gestion du territoire utilisé par le castor au Québec, notamment par

l'attribution d'une subvention de 10 000 \$ à la Fondation de la faune du Québec, responsable de la réalisation de ce guide.

Le guide contient des méthodes éprouvées de contrôle et d'aménagement qui contribueront à assurer la sécurité des usagers et à diminuer les coûts d'entretien du réseau routier.

- *Normes d'entretien d'été*

Le Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu a participé à la révision des normes du Tome VI – Entretien, chapitre 1 – « Entretien d'été ».

Projets de recherche

Le Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu assure la coordination et le suivi de divers projets de recherche en environnement.

Qualité paysagère des entrées routières importantes du Québec (PERIQ)

Ce groupe de dossiers a été prédominant au cours de 2001-2002: Il a d'ailleurs fait l'objet d'une présentation au sous-ministre, par le chercheur principal du projet de recherche.

Le projet sur la Qualité paysagère des entrées routières importantes du Québec (PERIQ) a été le principal projet de recherche.

L'activité 4, Cadrage des entrées à la capitale nationale du Québec, a été confiée à la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal (CPEUM). La Commission de la capitale nationale du Québec, les directions de Québec, de Chaudière-Appalaches, du soutien à l'exploitation des infrastructures du MTQ ont participé à ce projet.

L'activité 3, Projets de requalification des entrées routières importantes du Québec – Cadre méthodologique est en cours de réalisation.

Concept d'aménagement d'entrées d'agglomérations (CAEA)

L'activité 2 du projet de recherche Concept d'aménagement d'entrées d'agglomérations (CAEA) s'est terminée en cours d'année et le rapport final a été déposé pour approbation.

D'autres travaux avec la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal ont porté sur le renouvellement de l'entente avec la Chaire et sur les besoins en recherche sur l'architecture de paysage au MTQ. Trois propositions de projets de recherche ont été préparées : Méthode d'étude paysagère pour route et autoroute (MEPPRA), Observatoire général CPEUM-MTQ et Cadrage paysager des entrées routières de la métropole.

Projets de démonstration en matière de véhicules écologiques et de carburants alternatifs

➤ *Projet d'évaluation et de démonstration du biodiésel avec la Société de transport de Montréal (STM)*

Le projet de démonstration et d'évaluation du biodiésel est une initiative de l'Association canadienne des carburants renouvelables (ACCR) et de la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec (FPCCQ). Ce projet consiste à évaluer les impacts environnementaux, techniques et économiques de l'utilisation du biodiésel (diester de méthyle) pour le transport urbain en conditions réelles d'utilisation à la Société de transport de Montréal. Le biodiésel alimente une flotte de véhicules de la Société de transport de Montréal, soit 155 autobus du Centre de transport Frontenac. Le potentiel de réduction des gaz à effet de serre devrait être non négligeable si l'on considère que le biodiésel utilisé est un produit provenant de sources d'énergie renouvelable. Il s'agit donc là d'une toute première expérience en la matière puisque le biodiésel n'est pas encore commercialisé au Canada.

➤ *Projet d'évaluation des trottinettes électriques*

Le Centre d'expérimentation des véhicules électriques du Québec (CEVEQ) a récemment proposé un projet d'évaluation de trottinettes électriques. L'évaluation porte sur l'aspect sécuritaire, la place de ce type de véhicule en milieu urbain ainsi que l'intérêt que les trottinettes électriques offrent sur le plan environnemental en tant que mode de transport alternatif. Les résultats de l'évaluation contribueront à rédiger éventuellement une réglementation appropriée.

➤ *Projet pilote : évaluation de véhicules électriques à basse vitesse en milieu urbain*

Le projet pilote, initié par le Centre d'expérimentation des véhicules électriques du Québec (CEVEQ), avait pour objectif principal d'évaluer l'intégration des véhicules à basse vitesse (VBV), sous

l'angle de la sécurité et de la fiabilité dans le flot de la circulation urbaine. Pendant une période de douze semaines, sept VBV de quatre manufacturiers ont été mis en circulation dans la ville de Saint-Jérôme. Au total 6 067 kilomètres ont été parcourus. L'étude a permis de recueillir l'opinion du public quant aux risques liés à l'utilisation de ces véhicules dans un flot normal de circulation urbaine. Le projet est terminé et le rapport final a été déposé.

➤ *Projet véhicules électriques - Montréal 2000*

Le projet véhicules électriques - Montréal 2000 vise à faciliter l'introduction des premiers véhicules électriques légers au Canada, dans la grande région de Montréal, au sein d'organisations possédant des parcs de véhicules commerciaux et institutionnels. Le Ministère a acquis deux véhicules électriques dans le cadre de ce projet et le rapport final a été déposé.

➤ *Projet Écolo-Bus*

Ce projet vise l'expérimentation et l'évaluation des autobus propulsés par des technologies récentes, plus respectueuses de l'environnement que les autobus propulsés par des moteurs diesel. Un maximum de technologies différentes seront évaluées à l'intérieur des contraintes de disponibilité des véhicules et des limites budgétaires. Le ministère veut ainsi promouvoir l'utilisation de véhicules de transport collectif faisant appel à des technologies plus performantes, estimer le potentiel de réduction des GES et évaluer la possibilité de subventionner des autobus qui offrent des technologies différentes, ce qui aurait un impact sur le Programme d'aide au transport en commun.

Le comité directeur du projet a recommandé de reporter l'échéance du projet afin de permettre l'évaluation d'autobus électrique et hybride électrique, et de former un consortium qui achèterait un autobus hybride-électrique aux fins de démonstration. Par ailleurs, une étude a été commandée pour connaître l'intérêt des entreprises québécoises susceptibles de participer à un projet de développement ou de transfert technologique.

Traitement des eaux de ruissellement des autoroutes par marais épurateurs construits.

Les voies de circulation ont des répercussions sur la quantité et la qualité des eaux de ruissellement. Les marais épurateurs construits (MEC) sont une des solutions possibles pour limiter l'impact des aménagements routiers. Dans le cadre de ce projet, divers types de

MEC adaptés à l'environnement des autoroutes et répondant aux conditions climatiques et hydrologiques québécoises ont été évalués. Ces marais épurateurs étaient tous situés à Boucherville dans la bretelle nord-est de l'échangeur des autoroutes Jean-Lesage et De l'Acier. Ces marais construits se distinguent par le mode d'alimentation en eau, soit une alimentation ponctuelle (à l'embouchure d'un ponceau) ou diffuse (superficie de terrain où l'écoulement par gravité se dirige vers le marais). De plus, l'aménagement linéaire des marais représente une approche réaliste et logique qui tient compte à la fois des difficultés et des coûts d'aménagement de ces unités de traitement dans le réseau routier. Le rapport d'étape est en préparation et le rapport final est prévu pour mars 2003.

Gestion écologique de la végétation et monitoring visuel du paysage de corridors autoroutiers soumis à une gestion écologique

Le Ministère a entrepris de mettre au point de nouvelles méthodes d'entretien permettant à la fois d'accroître la sécurité des usagers, de satisfaire les riverains, d'embellir le paysage ainsi que de tenir compte de la flore et de la faune existantes tout en assurant le contrôle de l'herbe à poux. Une évaluation scientifique de l'évolution de la flore et de la faune, incluant un suivi visuel de la transformation du paysage, est réalisée sur les sites choisis pour l'étude afin de s'assurer que le projet répond bien aux objectifs visés. Les résultats préliminaires des suivis confirment que cette approche présente de réels avantages en matière d'environnement. Sur le plan visuel, cette nouvelle approche est perçue positivement par la population, qui découvre ces nouveaux paysages. Le suivi a permis de concevoir et de mettre au point de nouveaux outils de lecture du paysage appliquée à la gestion des corridors routiers. Les résultats de ce projet pilote serviront de base à l'élaboration d'une nouvelle norme de gestion de la végétation du réseau autoroutier québécois. Le projet est piloté par la Direction de Québec.

Vers une gestion intégrée et durable des dépendances vertes : le contrôle biologique de la petite herbe à poux par l'établissement d'un couvert végétal compétitif

Conscient des problèmes de santé causés par la présence de la petite herbe à poux dans l'environnement, le Ministère a confié à l'Université McGill le mandat d'effectuer une recherche visant à réduire de manière significative la densité de l'herbe à poux le long des axes routiers par l'établissement d'un couvert végétal compétitif. Les sites expérimentaux étaient situés le long de l'autoroute Félix-Leclerc (Pointe-Claire), de l'autoroute 25 (Mascouche) et de l'autoroute Henri-IV (Val-Bélair). Il s'avère que certaines plantes tels la potentille

ansérine, le trèfle des champs et le trèfle agraire ont un potentiel intéressant, mais ne sont pas commercialisées. Le choix de trois semences commerciales a donc été nécessaire pour le projet. Les résultats sont concluants pour deux mélanges. La densité et le nombre d'herbe à poux ont été réduits de façon significative (80 % et plus). L'utilisation d'un couvert végétal compétitif pourrait devenir un outil de contrôle de l'herbe à poux dans le cadre d'une gestion intégrée et durable des dépendances vertes.

Stabilisation, protection, et restauration des berges à l'aide d'armatures végétales : suivis hydraulique, bathymétrique et botanique des sites d'étude sur la rivière Cascapédia

Chaque année, l'érosion des berges de cours d'eau entraîne d'importants dommages aux ressources naturelles et aux infrastructures humaines. Le recul des berges est habituellement causé par une combinaison d'érosion fluviale et d'effondrement gravitationnel causé par le sapement et l'enlèvement du matériel à la base de la berge. Depuis quelques années, les techniques du génie végétal font de plus en plus partie intégrante des design de restauration et de protection des berges de cours d'eau. Cinq techniques d'armatures végétales ont été testées dans le cadre du projet. Ces différentes techniques de stabilisation des berges ont été combinées à des structures inertes. Les deux sites d'expérimentation choisis étaient situés le long de la rivière Cascapédia en Gaspésie. Ces sites sont soumis à des écoulements d'hydraulicité différente, l'un ayant une hydraulicité modérée et l'autre élevée. Le projet a permis de documenter la progression des végétaux sur les deux bancs d'essai implantés sur la rivière Cascapédia et les changements bathymétriques associés aux crues printanières et aux périodes estivales et automnales. Des conclusions ont été formulées quant à l'implantation de végétaux pour la restauration de berge dans ce type de milieu. Le rapport final incluant en pochette le document Fiches de performance de techniques de stabilisation de berges à l'aide d'armatures végétales (6 fiches) peut être consulté au Centre de documentation du Ministère.

□ Autres dossiers

Rapport gouvernemental sur l'état de l'environnement (RGÉE)

Une entente-cadre de partenariat portant sur la réalisation, la diffusion et la mise à jour du rapport gouvernemental sur l'état de l'environnement au Québec (RGÉE), sous la gouverne du ministère de l'Environnement, a été convenu entre neuf ministères et organismes dont le ministère des Transports. Le Ministère participe d'ailleurs au

comité directeur et au comité consultatif interministériel du RGÉE. Déjà des thèmes sur les eaux récréatives, sur les espèces menacées ou vulnérables ainsi que sur la situation du smog au Québec sont en préparation et devraient paraître sur un nouveau site Internet gouvernemental.

Rapport du gouvernement du Québec au Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable.

Le Groupe de travail interministériel sur le développement durable a été mandaté par le CIDD pour réaliser un rapport sur le développement durable qui sera présenté au Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg. Une concertation ministérielle a été nécessaire pour réaliser le bilan des dix dernières années en matière de transports.

Participation à la Table québécoise sur l'herbe à poux.

Créée en 1999, la Table québécoise sur l'herbe à poux a pour but d'arrimer les interventions des organisations visant le contrôle de l'herbe à poux, de promouvoir des pratiques environnementales efficaces auprès des gestionnaires de terrain et d'améliorer la qualité de vie des individus allergiques. En 2001-2002, des efforts soutenus ont permis à la TQHP de produire un outil d'information, le Dossier herbe à poux : fiches d'aide à la décision, produit par la Table québécoise sur l'herbe à poux.

3.5 Dossiers divers

Plan géomatique du gouvernement du Québec (PGGQ)

Les données sectorielles du MTQ sont reconnues comme des données stratégiques gouvernementales. Afin d'assurer le développement de la géomatique au MTQ une harmonisation interministérielle et intersectorielle des pratiques géomatiques s'impose.

En octobre 2001, le PGGQ est à mi-chemin de la réalisation de son plan quinquennal 1998-2003 qui vise à rendre l'information géographique accessible, à faire connaître les produits à référence spatiale et à élargir la coordination de la géomatique gouvernementale.

Deux dossiers majeurs sont présentement en phase de réalisation :

➤ *Stratégie de gestion, diffusion et accessibilité à l'information géographique gouvernementale des données*

Plusieurs projets sont présentement en cours de réalisation dont la mise en place d'un portail de l'information géographique gouvernementale. Un dictionnaire et un géorépertoire sont également en cours de réalisation afin de faire connaître l'offre gouvernementale de données à référence spatiale.

➤ *Production des données*

Un état des lieux a été réalisé avec les principaux producteurs d'information géographique gouvernementaux, dont le MTQ, et une stratégie de production est en phase de validation auprès des intervenants. Cette stratégie débouchera sur un plan de mise en œuvre d'un nouveau mode de gestion de la production de l'information géographique gouvernementale.

☐ **Carte routière officielle du Québec**

La carte routière officielle du Québec a pour but premier de donner aux usagers du réseau routier, de la façon la plus claire possible, les informations leur permettant de se diriger vers les destinations qu'ils désirent.

Le phénomène des fusions municipales des dernières années risque d'entraîner une certaine confusion au niveau de la signalisation (terrain) par rapport aux indications sur la carte. Par ailleurs, la Commission de toponymie du Québec a demandé clairement au Ministère de s'assurer de préserver le patrimoine toponymique québécois en ce qui concerne les noms de municipalités et localités. L'année 2002 sera particulièrement problématique à cause des fusions des grandes agglomérations. Tout le volet de signalisation doit être repensé en assurant la préservation des noms de lieux habités.

Pour la première fois cette année, la carte routière du Québec a été produite de façon numérique. Des travaux sont en cours en collaboration avec la Direction des communications pour préparer une publication dérivée de l'édition 2001 en fonction d'une diffusion sur le site Intranet du MTQ.

□ SAI géomatique - coordination des projets

Depuis quelques années, le Ministère doit faire face à une croissance des demandes de ses clientèles et de ses partenaires. La décentralisation des activités exige des inventaires de données diverses sur les infrastructures du Ministère à partir des directions territoriales, et ce, avec une qualité supérieure. La localisation spatiale (XY) de données a été recommandée et plusieurs projets en géomatique sont complétés ou en cours (7 projets pour près de 10M\$).

Le Service de la géomatique a la responsabilité de la coordination des projets de la SAI et aussi du projet 1-Base géographique routière.

➤ *Base géographique routière (BGR-6025)*

La phase 1 de la livraison 1 est en cours de réalisation et devrait se terminer à l'automne 2002.

➤ *Évolution du sectionnement*

La phase 2 du mandat concernant les méthodologies de relevés pour la numérisation du réseau routier est en cours et s'est terminée en décembre 2001.

➤ *Intégration technologique (IIT-6012)*

Le choix et l'acquisition des outils pour le développement des applications ont été réalisés. Quelques investissements supplémentaires seront faits en 2001-2002 pour les autres projets en cours.

➤ *Inventaire des infrastructures*

La conception administrative est en voie d'être complétée. Le volet «arrimage» avec le projet BGR est présentement en cours, dans le cadre du projet «Mise à niveau des systèmes». La réalisation débutera vers la fin de l'année 2001-2002 et sera complétée sur une période de 24 mois.

➤ *Système de gestion des chaussées*

La phase d'implantation ainsi que la configuration de l'interface graphique ont été complétées.

➤ *Information corporative*

Depuis la création de l'unité administrative Service de gestion des statistiques et de l'information, ce Service est maintenant responsable du projet de «Banque d'information corporative (BIC)».

➤ *Mise à niveau des systèmes*

Un projet visant à définir une architecture géomatique globale au Ministère a démarré en octobre 2001 et se déroulera jusqu'en décembre 2001. Dans le cadre de ce projet, l'arrimage entre le système BGR et IIT semble particulièrement intéressant.

□ **Banque d'informations corporatives**

Le Ministère exploite une quantité considérable de systèmes d'information et de bases de données (environ 83), à tous les niveaux de l'organisation, à des coûts estimés à plusieurs dizaines de millions de dollars.

Une refonte majeure des systèmes a été entreprise dans les secteurs de la géomatique, de l'exploitation, de la gestion des projets, des finances et de la comptabilité.

La constitution d'une banque d'informations corporatives (BIC), alimentée par les systèmes existants ou révisés, est un moyen capital pour améliorer la qualité, la pertinence, l'accès, le partage, la sécurité et la diffusion de l'information corporative.

En octobre 2001, les éléments suivants du plan de travail avaient été réalisés :

- plan initial d'action (recrutement et formation du personnel, orientations de base et évaluation des besoins ministériels d'information, etc.);
- mise en œuvre du soutien au développement des projets de réalisation des SAI et des autres projets de développement;
- réalisation, conjointement avec la Direction des technologies de l'information, du plan général d'organisation des données et des métadonnées (informations sur les données) ministérielles;
- réalisation de l'étude de conception administrative de la BIC, terminée en octobre 2000 et diffusée par le sous-ministre en novembre 2000;
- réalisation de la stratégie d'évaluation de la qualité des données ministérielles et la mise au point d'un outil d'évaluation.

□ **Systèmes de transport intelligents (STI)**

Devant la prolifération des différents systèmes de transport intelligents, Transports Canada a mis sur pied un programme d'intégration et de déploiement des STI, dont un des volets consistait à développer une architecture des STI pour le Canada. Un autre aspect du programme était le financement de différents projets comprenant l'élaboration de

plans stratégiques. Le MTQ a fait une demande en ce sens et a obtenu une contribution de 50 % du coût de réalisation, jusqu'à concurrence de 250 000 \$, pour la réalisation d'un Plan stratégique des STI pour le Québec. Un devis a alors été préparé et des consultations ont été réalisées dans les directions du Ministère. Les discussions pour négocier l'accord de contribution ont duré plusieurs mois, sans toutefois que l'accord soit signé.

Ce programme a été reconduit en 2001 mais le Ministère a décidé de ne pas présenter de projet préférant plutôt négocier une entente globale afin de prioriser ses actions et de mieux les coordonner.

Les discussions quant à l'entente de contribution de Transports Canada pour la réalisation du plan stratégique sont en cours. La rédaction du devis est complétée, les premières réunions du comité directeur ont eu lieu et un mémoire au Comité de direction a été produit afin que le MTQ puisse aller de l'avant dans la réalisation du plan stratégique. Ce plan stratégique nécessitera environ un an de consultations et de travaux.

Par ailleurs, un colloque a été organisé par l'Association québécoise du transport et des routes (AQTR), en novembre dernier, afin de sensibiliser nos partenaires et les autres intervenants de la nécessité de travailler en concertation.

Corridor Québec–New York

Devant l'importance du corridor de commerce nord-sud et tenant compte des problèmes de sécurité et de fluidité au poste frontière de Champlain / Lacolle, le Québec a convenu de former avec l'État de New York un groupe de travail pour échanger sur les différentes facettes en matière de transport touchant les deux territoires, qu'il s'agisse du transport terrestre, ferroviaire, aérien et maritime.

La Direction de la recherche et de l'environnement a créé un groupe de travail composé du MTQ, de la SAAQ et de la CTQ pour le déploiement des STI. Elle a également amorcé l'élaboration d'un plan stratégique, financé conjointement par le MTQ et Transport Canada.

Le Ministère a préparé un Plan d'action qu'il a présenté à l'occasion d'une réunion conjointe avec l'État de New York, les 1^{er} et 2 octobre 2001.

Le plan d'action québécois inclue notamment les éléments suivants : un réaménagement des abords du poste frontière du côté canadien⁶, l'harmonisation de la signalisation routière des deux côtés de la frontière, la coordination du plan de développement des systèmes de transport intelligents et un programme d'intervention sur le corridor de l'autoroute 15, entre la frontière et Montréal, qui permettrait d'améliorer la qualité des infrastructures.

⁶ On trouve en annexe le plan des Améliorations proposées au poste frontière Lacolle-Champlain en date du 28 septembre 2001.

4. VEILLE ET TRANSFERT DE CONNAISSANCES

Diffusion sélective de l'information

Le Centre de documentation du Ministère offre aux employés un service de soutien dans leurs activités de veille. Au cours de l'année 2001-2002, on comptait 47 veilleurs qui ont bénéficié des services de *diffusion sélective de l'information* du Centre de documentation. Le nombre de profils s'élevait à 103 et les veilleurs ont reçu 7 827 références bibliographiques.

Publications

De son côté, le CQTTT contribue, par l'entremise de ses diverses publications, aux activités de veille et de transfert de connaissances. Chacun à leur façon, les bulletins *Innovation*, *Actualités* et *Colloques et Conférences* portent à l'attention des employés du Ministère, et des clientèles externes, les sujets d'intérêt et les nouvelles technologies en matière de transport. Par ailleurs, la *Collection Études et Recherches en Transport* permet de faire connaître les résultats de recherches subventionnées par le Ministère.

5. SOUTIEN D'ASSOCIATIONS EN TRANSPORT

5.1 Subventions

Le Ministère octroie chaque année des subventions à des associations en transport. Ces subventions permettent au Ministère d'être représenté à des comités et des groupes de travail liés au domaine des transports et d'avoir accès à des documents d'ordre technique.

En 2001-2002, le budget accordé en subventions était de 1,2 M\$. Parmi les organismes qui ont bénéficié d'une subvention, mentionnons l'Association québécoise du transport et des routes, l'Association des transports du Canada, le Centre d'expertise et de recherche en infrastructures ainsi que des chaires universitaires.

5.2 Participation à diverses associations

Association québécoise du transport et des routes (AQTR)

Depuis plusieurs années, le ministère des Transports collabore étroitement avec l'Association québécoise du transport et des routes, entre autres, en participant aux activités de l'Association telles que le transfert technologique, les forums de discussion ainsi que les comités et groupes de travail, sans oublier le Congrès annuel.

Dans le but d'une meilleure coordination, la DRE a réalisé un sondage auprès de l'ensemble des unités du Ministère afin de pouvoir dresser un bilan de la participation des employés aux activités de l'AQTR. Les résultats du sondage sont dans l'ensemble positifs. Ils font ressortir, entre autres choses, que les activités de l'AQTR assurent une veille et un transfert de connaissances en matière de transport.

Association des transports du Canada (ATC)

La DRE a participé au cours de l'année aux activités de l'ATC, notamment au groupe de travail sur les sels de voirie et au Conseil de l'environnement lors de la réunion tenue à Halifax en septembre 2001.

Association mondiale de la route (AIPCR)

Comité technique des échanges technologiques et du développement (Comité 3)

La Direction de la recherche et de l'environnement est membre actif du C 3 et participe aux travaux de ce comité. Depuis son intégration au sein de l'AIPCR, le Groupe RMÉ est rattaché au C 3 (voir le point 6).

Comité technique du développement durable et du Transport routier (Comité 14)

En tant que membre correspondant du C 14, le Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu a participé à l'enquête internationale « Évaluation et limitation de l'impact des réseaux routiers et de la politique de transport ». Un rapport a été rédigé sur le sujet et transmis au président du Groupe de travail 2 du Comité technique 14.

6. ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Réseau mondial d'échanges - Groupe RMÉ

Le RMÉ a été créé en septembre 1995, à l'occasion du XX^e Congrès mondial de la route de AIPCR, à Montréal, et intégré à l'AIPCR au mois d'octobre 2000. Connu maintenant sous le nom de Groupe RMÉ, il est rattaché au Comité technique des échanges technologiques et du développement (C3) de l'AIPCR.

La mission du Groupe RMÉ est de promouvoir le transfert technologique d'informations et de connaissances liées au domaine de la route, particulièrement au bénéfice des pays en développement et en transition économique. Fort de sa position au sein du Groupe RMÉ, le Québec peut jouer un rôle important quant à la création d'un tel réseau dans les pays en développement ou en économie de transition.

Ayant assumé un rôle prépondérant depuis la création du RMÉ, les membres de la communauté routière internationale ont tenu à s'assurer de sa collaboration pour réaliser l'intégration du RMÉ à l'AIPCR. Les représentants du Québec doivent donc, d'ici le prochain congrès de l'AIPCR, qui se tiendra à Durban à l'automne 2003, faire le nécessaire pour que se concrétise cette intégration et que le nouveau site Internet du RMÉ soit fonctionnel.

À titre de secrétaire francophone du Groupe RMÉ, le directeur de la Recherche et de l'Environnement a réalisé diverses activités liées à l'avenir du concept RMÉ et à la conception du nouveau site du RMÉ ainsi que des représentations nationales et internationales.

Au nombre de ces activités, mentionnons une consultation des nœuds du Groupe RMÉ et des membres du C3 sur l'avenir du concept RMÉ et sur la fonctionnalité du nouveau site RMÉ. Des représentations ont également faites aux membres de la Pan American Institute of Highways ainsi qu'à l'occasion de l'International Symposium on Transportation Technology Transfer. Enfin, une mission a été organisée au Cambodge en vue de la création d'un centre de transfert de technologie dans le cadre des activités du RMÉ.

7. GESTION

La réorganisation de la DRE a exigé de la part du personnel de Direction un effort considérable dans la répartition des dossiers de ressources humaines et financières et du parc informatique. Cet exercice s'est échelonné sur plusieurs semaines et a finalement permis de rendre les dossiers administratifs conformes à la nouvelle réalité de la DRE.

GIRES

Sur le plan de la gestion intégrée des ressources (GIRES), la DRE a participé à un groupe de travail concernant une Étude de conformité et d'écart préparé par la firme Influatec concernant la mise en place du calcul de la masse salariale via GIRES. De plus, quelques rencontres se sont déroulées afin d'évaluer l'application «ressources financières» dans le cadre de Gires.

Modernisation

Les travaux réalisés dans le cadre du dossier de Modernisation ont consistés principalement à établir la liste des produits et services (P|S) de la DRE. À partir de cette liste, des fiches d'identification ont été rédigées pour chacun des produits et services. Une classification par type, ligne d'affaire et par famille a été réalisée afin de pouvoir intégrer à la liste des P|S ministériels ceux de la Direction.

8. ORIENTATIONS DE LA DRE

Au cours de 2001, la Direction de la recherche et de l'environnement a amorcé une réflexion sur les orientations qu'elle devait prendre pour réaliser sa mission. Quatre orientations ont ainsi été identifiées et seront partie intégrante des activités de la DRE au cours des mois à venir:

- Adopter une approche clientèle envers les unités du Ministère, tant au niveau central que territorial, dans le cadre d'une gestion axée sur les résultats.
- Promouvoir une stratégie cohérente de communication avec les partenaires du Ministère.
- Reconnaître les spécificités de la gestion des dossiers et des processus en fonction de leur portée à court, moyen et long terme.
- S'assurer du maintien et du développement des connaissances et du renouvellement de l'expertise nécessaires à la réalisation des mandats.



ANNEXES

**AMÉLIORATIONS PROPOSÉES
AU
POSTE FRONTIÈRE LACOLLE**



**Améliorations proposées
au poste frontière
Lacolle-Champlain**

**RÉAMÉNAGEMENT DU
PARC ROUTIER**

4.6



Requalification paysagère

4.5

**Amélioration de
la signalisation**

2.1 2.2

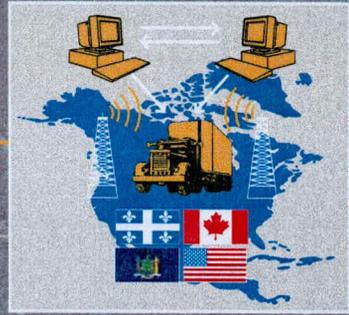


**AMÉLIORATION DE
LA CHAUSSÉE
AUTOROUTE 15**

4.1 4.2 4.3 4.4

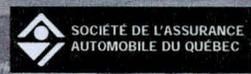
**DÉPLOIEMENT
DES STI**

3.1 3.2 3.3 3.4



**Construction d'un poste
de pesée de la SAAQ**

1.3



**Installation à la frontière
d'un système de surveillance
par caméra+ système d'éclairage**

2.1

**Voies de circulation
pour les camions**

1.1 1.2



Québec Canada

**Développement d'une
borne d'accueil**

2.3



USA

New-York



**PUBLICATIONS RÉALISÉES PAR LA
DIRECTION DE LA RECHERCHE ET
DE L'ENVIRONNEMENT**

PUBLICATIONS RÉALISÉES PAR LA DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bulletin Actualités Transport

Une sélection des sujets traités qui touchent tous les aspects des transports est effectuée à partir de publications provenant de divers pays. *Actualités Transport* présente donc une synthèse d'information et fournit les références complètes des plus récents résultats de recherche ou d'articles de fond provenant du monde entier.

Bulletin Colloques et Conférences

Le *Bulletin Colloques et Conférences* est un outil de transfert de connaissances et de veille technologique qui porte sur divers sujets d'intérêt dans le domaine des transports. Destinée aux gestionnaires et aux professionnels du Ministère, cette publication assure la diffusion d'informations et de résumés qui sont préparés par le CQTTT à partir des rapports de mission réalisés par les employés du Ministère ayant participé à des événements hors-Québec (congrès, colloques, séminaires, forums, etc.).

Bulletin Innovation Transport - Bulletin scientifique et technologique

Reflète des grands secteurs du transport au Québec, le *Bulletin Innovation Transport* traite des enjeux importants, de même que de l'information corporative. Innovation Transport diffuse les résultats de travaux de spécialistes et d'expérimentations, des comptes rendus des activités de veille et de transfert technologique, ainsi que des activités réalisées pour garantir le maintien d'une expertise de pointe.

La Collection - Études et recherche en transport

La Collection - Études et Recherches réunit les divers rapports produits par des spécialistes et des chercheurs du Ministère ou financés par celui-ci.

Répertoire des projets de recherche-développement

L'objectif de la publication est de rendre compte des travaux de recherche auxquels le Ministère est ou a été associé dans le cadre de ses divers programmes de recherche tels que l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur les transports (1985-1993), le Programme d'Action concertée de soutien en sécurité routière (1993-1996), la recherche à contrat et la recherche en partenariat. Ce répertoire rassemble donc un ensemble d'informations synthétiques sur les projets terminés et en cours de réalisation.

Acquisitions récentes

Le Centre de documentation du Ministère des transports publie *Acquisitions récentes* mensuellement. Ce document répertorie les nouveautés reçues (volumes, rapports de recherche, documents électroniques, vidéocassettes, etc.) dans les trois succursales du Centre de documentation.

Sommaire des périodiques

Ce document publié mensuellement par le Centre de documentation permet de consulter la table des matières des principaux périodiques reçus au Centre et d'obtenir les articles que vous désirez consulter.

**COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL
AUXQUELS PARTICIPE LA
DIRECTION DE LA RECHERCHE ET
DE L'ENVIRONNEMENT**

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité interministériel du développement durable (CIDD)

Unité responsable² : Ministère de l'Environnement

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Stratégie québécoise sur la diversité biologique 2002-2007
Rapport du gouvernement du Québec au Sommet de Johannesburg sur le développement durable (août 2002)

Mandat : - Promouvoir le développement durable au sein du gouvernement du Québec en favorisant la concertation, pour harmoniser les diverses interventions en cette matière;

- positionner le Québec face aux interventions d'autres gouvernements;
- assurer la mise au point d'une Stratégie et d'un Plan d'action québécois sur la diversité biologique et leur suivi;
- favoriser l'intégration des principes du développement durable dans les projets de politiques, de plans et de programmes au sein du gouvernement du Québec;
- former des groupes de travail pour promouvoir la prise en compte du développement durable et la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : 3 réunions par année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : - Comité interministériel du développement durable restreint
- Groupe de travail sur le développement durable
- Groupe de travail sur l'évaluation environnementale stratégique
- Groupe de travail sur le suivi annuel de la biodiversité

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Membre	Daniel	Hargreaves	Direction de la recherche et de l'environnement

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité interministériel sur le développement durable
restreint

Unité responsable ² : Ministère de l'Environnement

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Stratégie québécoise sur la diversité biologique
2002-2007

Mandat : - Planifier et organiser les travaux de révision de la Stratégie québécoise sur la biodiversité et d'élaboration du Plan d'action sur la biodiversité;
- former un groupe de travail sur la révision de la Stratégie québécoise sur la biodiversité, préciser le mandat et coordonner les travaux de ce groupe de travail;
- informer le CIDD de l'avancement des travaux de révision de cette stratégie;
- réaliser tout autre mandat lié à la révision de la stratégie.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 4 à 6 réunions par année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : - Groupe de travail sur la révision de la stratégie sur la biodiversité

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Membre	Daniel	Hargreaves	Direction de la recherche et de l'environnement

Comités de la DGIT¹

Nom du comité : Comité interministériel sur le Rapport gouvernemental sur l'état de l'environnement Unité responsable² : Ministère de l'Environnement

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport gouvernemental sur l'environnement

Mandat :

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ :

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Membre	Daniel	Hargreaves	Direction de la recherche et de l'environnement

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe d'orientation ministérielle sur les évaluations
environnementales stratégiques (à venir)

Unité responsable² : Direction de la recherche et de l'environnement

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) :

Mandat :

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ :

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Président	Daniel	Hargreaves	Direction de la recherche et de l'environnement

Comités de la DGIT

Nom du comité : AIPCR - Comité technique (C3) sur les échanges technologiques et du développement

Unité responsable ² : AIPCR

Catégorie ³ : Association - Transfert technologique

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : - Poursuivre, avec les comités techniques de l'AIPCR, l'identification / coordination des progrès dans l'état de l'art ;
- poursuivre l'identification de méthodes de transferts de technologie réussis ;
- faciliter l'identification des besoins des pays en développement ;
- compléter la formation des ingénieurs routiers par un aspect humain et social (sociologie et psychologie sociale).

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 2 réunions par année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : - Groupe RMÉ
- Groupe de travail de la Commission communications sur l'intégration du Groupe RMÉ à l'AIPCR

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Membre	Daniel	Hargreaves	Direction de la recherche et de l'environnement

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe RMÉ

Unité responsable ² : Comité C 3 de l'AIPCR

Catégorie ³ : Association – Transfert technologique

Produit(s) livrable(s) : Mise en œuvre du Plan d'action 2000-2003

Mandat : Promouvoir globalement le transfert technologique d'informations et de connaissances liées au domaine de la route, particulièrement au bénéfice des pays en développement et en transition économique

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ :

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Secrétaire francophone	Daniel	Hargreaves	Direction de la recherche et de l'environnement

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail de la Commission communications sur l'intégration du Groupe RMÉ à l'AIPCR Unité responsable ² : Comité C 3 de l'AIPCR

Catégorie ³ : Association – Transfert technologique

Produit(s) livrable(s) : Portail du RMÉ

Mandat : - Réaliser l'intégration des activités du RMÉ à l'AIPCR ;
- maintenir et étendre le réseau de nœuds en associant tous les membres de l'AIPCR ;
- développer des moyens et des outils afin de faciliter les échanges avec les pays en développement et en transition économique.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ :

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Membre	Daniel	Hargreaves	Direction de la recherche et de l'innovation en transport

Comités de la DGIT

Nom du comité : Modernisation

Unité responsable² : Service de la modernisation et de l'amélioration de la performance

Catégorie³ : Soutien à la gestion

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Soutenir les gestionnaires dans l'implantation de la gestion axée sur les résultats

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : 2005

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Conseiller	Dominique	Duchesne	Direction de la recherche et de l'environnement

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité exécutif du Regroupement des membres du Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales du Québec

Unité responsable² : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

Catégorie³ : Bibliothèque gouvernementale

Produit(s) livrable(s) : Planification stratégique, orientations et objectifs du Regroupement, définition des besoins, élaboration des politiques, normes et procédures.

Mandat : Représenter les bibliothèques membres du RIBG auprès de la Direction des inforoutes et de l'information documentaire du MRCI.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Environ 12 réunions par année.

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Vice-président	Donald	Blais	Service de la coordination de la recherche et de l'innovation
Secrétaire	Irenée	Gourde	Ministère des relations avec les citoyens et de l'Immigration
Membre	Johanne	Bourret	Ministère de la Santé et des Services sociaux
Membre	Marie-Hélène	Fournier	Assemblée nationale
Membre	Michelle	Gauthier	Musée d'art contemporain de Montréal
Pilote du RIBG	Lise	Villeneuve	MRCI - RIBG
Président			Vacant
Membre			Vacant

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité directeur Chaire de l'Université de Montréal

Unité responsable ² : Université de Montréal

Catégorie ³ :

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Gestion de la Chaire

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 4 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de la coordination de la recherche et de l'innovation (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Golf de l'AQTR

Unité responsable ² : Aucune

Catégorie ³ : Infrastructures

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Organisation du tournoi de golf annuel afin de créer et de maintenir les liens entre les intervenants en transport

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 5 réunions planifiées.

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Commandites	Annie	Santer	Service de la coordination de la recherche et de l'innovation
Commandites et logistique	Pierre	Zaïkoff	
Président	Claude	Beaupré	
Membre	Marie-Josée	Huot	
Membre	Jean-Luc	Marett	SAAQ
Membre	Louis	Thibaudeau	

Comités de la DGIT

Nom du comité : Infrastructures de transport AQTR

Unité responsable ² : Aucune

Catégorie ³ : Infrastructures

Produit(s) livrable(s) : Colloques, documents techniques

Mandat : Créer des liens et diffuser les connaissances entre les intervenants du domaine des infrastructures de transport

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 6 réunions par an. Prochaine réunion le 21 février

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Directeur	Paul	Flon	Laboratoire des chaussées
Membre	Annie	Santer	Service de la coordination de la recherche et de l'innovation

Note : Le comité est constitué d'une trentaine de membres des secteurs publics et privés dont une dizaine sont actifs (voir liste en annexe).

Comités de la DGIT

Nom du comité : Direction de la sécurité en transport

Unité responsable ² : Association québécoise du transport et des routes, financée par la Direction de la recherche et de l'environnement

Catégorie ³ : Association québécoise du transport et des routes (AQTR)

Produit(s) livrable(s) : Information et formation en matière de sécurité routière et diffusion auprès des partenaires

Mandat : Conseiller les autorités politiques en matière de sécurité routière et favoriser le positionnement de ses membres au regard des sujets de sécurité

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : Plus ou moins 6 réunions par année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Les autres directions de l'AQTR

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondante du MTQ Représente le MTQ pour le volet <i>Recherche et développement en sécurité routière</i>	Diane-Michèle	Potvin	Service de la coordination de la recherche et de l'innovation

Comités de la DGIT¹

Nom du comité : Comité des usagers en impacts et adaptations du
Consortium *Ouranos* sur la climatologie régionale et
l'adaptation aux changements climatiques

Unité responsable² : Consortium Ouranos

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Identifier les besoins des usagers du consortium en matière d'études et de recherches

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : 2 par année ou plus au besoin

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Coordonnateur	Alain	Bourque	Consortium Ouranos sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques
Participant	François	Morneau	Ministère de la Sécurité publique
Participant	Monique	Plamondon	Ministère de l'Environnement
Participant	Michel	Goulet	Ministère de l'Environnement
Participant	Michel	Campagna	Ministère des Ressources naturelles – Forêt
Participant	Philippe	Doyon	Ministère des Ressources naturelles – Énergie
Participant	Nancy	Lease	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Participant	Gérald	Vigeant	Services météorologiques du Canada
Participant	Gilles	Brosseau	Hydro-Québec
Participant	Réal	Decoste	Ouranos
Participant	Martin	Hotte	Ministère des Transports – Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Nathalie	Noël	Ministère des Transports – Service de la coordination de la recherche et de l'innovation

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail interministériel sur la protection et la gestion de la propriété intellectuelle dans les ministères et les organismes publics Unité responsable ² : Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie

Catégorie ³ : Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Élaboration d'un cadre pour la protection et la gestion de la propriété intellectuelle

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : printemps 2002

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Coordonnateur	Claude	Béliveau	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Consultant	Éric	Franchi	Franchi & Associés
Participant	Louise	Dion	Ministère de la Culture et des Communications
Participant	Patrick	Gingras	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie
Participant	Jean-Guy	Parent	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Participant	Christiane	Charron	Institut de la statistique du Québec
Participant	Nicole	Dionne	Ministère de l'Industrie et du Commerce
Participant	Chantale	Poirier	Ministère des Ressources naturelles
Participant	Nathalie	Noël	Ministère des Transports – Service de la coordination de la recherche et de l'innovation

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité directeur Chaire de l'Université de Montréal

Unité responsable ² : Université de Montréal

Catégorie ³ :

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Gestion de la Chaire

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 4 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de la coordination de la recherche et de l'innovation (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité directeur du Projet véhicules électriques –
Montréal 2000

Unité responsable² : HQ, MTQ, EC, CEVEQ

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport

Mandat : Réaliser un projet pilote d'intégration de véhicules électriques dans le parc des véhicules des organismes et des entreprises à Montréal

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Mars 2002 / 6 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant (vice-prés.)	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)
Répondant (prés.)	Serge	Roy	Hydro-Québec
Répondant	Pierre	Sylvestre	Environnement Canada
Répondant	Pierre	Lavallée	Centre d'expérimentation des véhicules électriques du Québec

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité directeur du projet pilote sur l'utilisation du Biodiesel à la STM

Unité responsable² : STM, EC, MTQ, MENV, MIC, MRN

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport final

Mandat : Réalisation du projet

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Déc. 2003 / 6 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Conseil de l'environnement - ATC

Unité responsable ² : ATC

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Échange d'information, Recherche et développement

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 2 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité interministériel sur les changements climatiques (CICC)

Unité responsable² : MENV, MRN

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Soutenir l'action gouvernementale, proposer des stratégies et des plans gouvernementaux

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : 6 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ) (remplaçant du sous-ministre adjoint)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail sur les transports

Unité responsable ² : MENV, MRN

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : 2 rapports déposés

Mandat : Proposer des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le domaine des transports

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ :

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de réflexion sur les changements climatiques Unité responsable ² : MENV, MRN

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Proposer des avenues de solution, des stratégies gouvernementales et des plans d'action au Comité interministériel sur le développement durable (CIDD)

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 6 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité sur l'énergie alternative (NASTO)

Unité responsable ² : NASTO

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Échange d'information, Recherche et développement

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 6 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Direction de l'environnement (AQTR)

Unité responsable² : AQTR

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Échange d'information, Recherche et développement

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : 6 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Conseil d'administration - CEVEQ

Unité responsable ² : CEVEQ

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) :

Mandat : Gestion du Centre d'expérimentation des véhicules électriques (CEVEQ)

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 3 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Projet pilote Écolo-Bus

Unité responsable ² : STCUQ

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport

Mandat : Réaliser un projet pilote d'essais et démonstrations; utilisation d'autobus avec des énergies alternatives à Québec

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : Mars 2002 / 6 réunions/année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Marcel	Ayoub	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail interministériel sur le développement durable

Unité responsable² : MENV

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport du Québec au Sommet sur le développement durable de Johannesburg (Rio + 10)

Mandat : Rédiger des orientations gouvernementales en matière de développement durable et planifier leur mise en œuvre au sein de l'appareil gouvernemental (ministères et organismes); analyser les expériences existantes ailleurs et proposer des mécanismes de reddition de compte en matière de développement durable au sein du gouvernement du Québec; positionner le Québec en vue des rencontres internationales qui marqueront en 2002 le dixième anniversaire du Sommet de Rio (Rio +10), notamment par l'examen des progrès accomplis en matière de développement durable en général au Québec et en particulier dans la mise en œuvre d'Action 21; colliger toute information pertinente concernant la pratique du développement durable au Québec et à l'étranger et en informer le CIDD

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : 4 réunions

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Sous l'égide du CIDD

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Jean-Pierre	Beaumont	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail interministériel sur la révision de la stratégie sur la biodiversité Unité responsable² : MENV

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Stratégie gouvernementale sur la diversité biologique 2002-2007; plan d'action québécois 2002-2007

Mandat : Assurer la révision de la Stratégie québécoise sur la diversité biologique; proposer un nouveau plan d'action québécois sur la biodiversité; présenter au Conseil des ministres, en avril 2002, une proposition finale incluant une stratégie révisée et un nouveau plan d'action québécois sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique; réaliser tout autre activité à la demande du CIDD restreint (biodiversité) dans le cadre de son mandat.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Avril 2002 / 3 réunions

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Sous l'égide du CIDD et du CIDD-restreint et souvent en concertation avec le Groupe de travail interministériel sur le suivi annuel de la biodiversité auquel il sera probablement fusionné à la fin du mandat

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Jean-Pierre	Beaumont	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité consultatif interministériel (CCI) sur le Rapport
gouvernemental sur l'état de l'environnement Unité responsable ² : MENV

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Sujets-capsules publiés sur Internet

Mandat : Le comité consultatif interministériel exerce un rôle consultatif en ce qui concerne l'amélioration continue du processus de réalisation du RGÉE et de ses outils.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 5 réunions

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Le Comité directeur interministériel (CDI) exerce un rôle administratif dans la gestion de haut niveau du RGÉE

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Jean-Pierre	Beaumont	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail interministériel sur le suivi annuel de la biodiversité Unité responsable ² : MENV

Catégorie ³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport gouvernemental annuel de suivi

Mandat : S'assurer de la réalisation des mesures gouvernementales prévues dans la Stratégie et le Plan d'action québécois sur la diversité biologique; réaliser un suivi annuel des actions prévues; assurer une évaluation de l'impact des mesures sur la diversité biologique, en développant, notamment, des indicateurs pour suivre l'évolution et pour aider à la prise de décision; favoriser une harmonisation, une concertation et une coordination des efforts sectoriels des divers ministères et organismes gouvernementaux.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 4 réunions

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Sous l'égide du CIDD et souvent en concertation avec le Groupe de travail interministériel sur la révision de la stratégie sur la biodiversité

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Jean-Pierre	Beaumont	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Table québécoise sur l'herbe à poux

Unité responsable² : Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Fiches d'aide à la décision sur le contrôle de l'herbe à poux, stand d'exposition, affichage et présentations orales, sondages, sensibilisation auprès des municipalités et des partenaires

Mandat : Cette Table de concertation a pour but d'arrimer les interventions des partenaires visant le contrôle de l'herbe à poux, de promouvoir des pratiques environnementales efficaces auprès des grands gestionnaires de terrain et d'ainsi améliorer la qualité de vie des individus allergiques.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : 5 réunions

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Le Comité directeur interministériel (CDI) exerce un rôle administratif dans la gestion de haut niveau du RGÉE

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Jean-Pierre	Beaumont	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu (MTQ)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité d'orientation sur la révision du Guide de conception des avant-projets routiers et du Guide de préparation des projets routiers

Unité responsable ² : Service de la qualité et des normes

Catégorie ³ : Guides, normalisation

Produit(s) livrable(s) : Guide

Mandat : Proposer une orientation pour la mise à jour du Guide de conception des avant-projets routiers et du Guide de préparation des projets routiers.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : Variable selon les années.

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Les 9 ateliers thématiques suivants: arpentage, acquisition, déplacement des équipements des compagnies de service d'utilités publiques, environnement, sols et cubature des sols, hydraulique, DAO, bordures, procédure de préparation de projet.

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Président	Michel	Gauthier	D.T. Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau
Participant	Claude	Gref	Service Environnement et études d'intégration au milieu
Participant	Donald	Labbé	D.T. Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Participant	Daniel	Lessard	D.T. Québec
Participant	Claude	Mathieu	D.T. Est-de-la-Montérégie
Participant	René	Moreau	D.T. Mauricie-Centre-du-Québec
Participant	Pierre	Robitaille	D.T. Chaudière-Appalaches
Participant	Yvan	Langlois	Service de la qualité et des normes
Participant	Simon	Trépanier	Service de la qualité et des normes

Comités de la DGIT

Nom du comité : Atelier environnement

Unité responsable² : Service de la qualité des normes, SEÉIM

Catégorie³ : Normalisation, guides, environnement

Produit(s) livrable(s) : Documents finaux qui seront intégrés au futur guide qui remplacera le Guide de conception des avant-projets routiers et le Guide de préparation des projets routiers.

Mandat : Pour chaque lot de contrôle du cheminement d'un projet routier, identifier toutes les interventions à caractère environnemental, les intrins et les extrins.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ :

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Comité d'orientation sur la révision du Guide de conception des avant-projets routiers et du Guide de préparation des projets routiers

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Participant	Claude	Gref	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Richard	Laparé	D.T. Laval-Mille-Îles
Participant	Robert	Delisle	Soutien tech. DGAE
Participant	Jacques	Bélanger	D.T. Chaudière-Appalaches
Participant	Donald	Martel	D.T. du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau
Participant	Yvan	Langlois	Service des normes

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail sur l'évaluation environnementale stratégique (ÉES)

Unité responsable² : MENV, CIDD

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Contribution à l'élaboration d'une politique gouvernementale sur l'ÉES »

Mandat : Élaboration d'une politique gouvernementale concernant l'ÉES

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ :

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Claude	Gref	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Michel	Crouley	MENV
Participant	Pierre	Gosselin	
Participante	Sylvie	Therrien	
Participante	Hélène	Ferland	

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail sur l'évaluation environnementale
stratégique (ÉES)

Unité responsable² : SEÉIM

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport

Mandat : Évaluer l'impact sur le MTQ de l'implantation éventuelle d'une procédure d'ÉES.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ :

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Secrétaire	Claude	Gref	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu

Les autres sont
à venir.

Comités de la DGIT

Nom du comité : Norme Abords de route

Unité responsable² : Service de la qualité et des normes

Catégorie³ : Normalisation

Produit(s) livrable(s) : Mises à jour des normes

Mandat : Élaborer et réviser les normes ayant trait aux abords de route.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : 3 à 4 par année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Président	Jacques	Michaud	DT Chaudières-Appalaches, Service inventaires et plan
Participant	Ronald F.	Blanchet	Service des technologies d'exploitation
Participant	Raynald	Guimond	DT Laurentides-Lanaudière, Service des projets
Participant	Ghislain	Lafrenière	Centre de service de Mont-Joli
Participant	Robert	Letarte	Direction recherche et environnement - Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Daniel	Trottier	DT de Québec, Service inventaires et plan
Secrétaire	David	Desaulniers	Service de la qualité et des normes

Comités de la DGIT

Nom du comité : Normes de conception routière

Unité responsable ² : Service de la qualité et des normes

Catégorie ³ : Normalisation

Produit(s) livrable(s) : Mises à jour des normes

Mandat : : Élaborer et réviser les normes ayant trait à la conception de routes.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 3 à 4 par année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Président	Doris	Mercier	DT Laval-Mille-Iles, Service des projets
Participant	André	Gingras	DT île de Montréal, Service inventaires et plan
Participant	Réal	Grondin	DT Mauricie-Bois-Francs, Service des projets
Participant	Yves	Julien	DT Québec, Service inventaires et plan
Participant	Gérald	Lavoie	DT Laval Mille Iles, service des projets
Participant	Robert	Letarte	Direction recherche et environnement - Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Jacques	Thibeault	Service politiques et analyses en sécurité
Secrétaire	Daniel	Hamel	Service de la qualité et des normes
Secrétaire	Annick	Senneville	Service de la qualité et des normes

Comités de la DGIT

Nom du comité : Norme construction routière

Unité responsable ² : Service de la qualité et des normes

Catégorie ³ : Normalisation

Produit(s) livrable(s) : Mises à jour des normes

Mandat : : Élaborer et réviser le normes ayant trait à la construction de route.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : 3 à 4 par année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Président	Robert	Dupont	DT Ouest-de-la-montérégie, Service inventaires et plan
Participant	Bertrand	Corbin	DT Bas-St-Laurent
Participant	Yves	Coutu	DT Abitibi-Témiscamingue, CS Rouyn-Noranda
Participant	Pierre	Labelle	DT Laurentides-Lanaudière, Service des projets
Participant	Robert	Letarte	Direction recherche et environnement - Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Pierre	Simoneau	DT Québec, Service des projets
Secrétaire	David	Desaulniers	Service de la qualité et des normes

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de suivi de l'Activité 4 du projet de recherche
Qualité paysagère des entrées routières importantes
du Québec (PERIQ)

Unité responsable² : Service de l'environnement et des études
d'intégration au milieu

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport de recherche sur le cadrage des entrées
de la capitale nationale du Québec

Mandat : Suivre le mandat de recherche donné à l'Université de Montréal et réalisé par une équipe de la Chaire en paysage et environnement.

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Juin 2002 / 2 ou 3 réunions

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Chargé de projet	Denis	Stonehouse	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Marc	Bertrand	Commission de la capitale nationale du Québec
Participant	Serge	Filion	Commission de la capitale nationale du Québec
Participant	Josée	Gagnon	Service des technologies d'exploitation
Participant	Daniel	Trottier	Direction de Québec, Service des inventaires et du Plan
Participant	Éric	Archambault	Direction Chaudière-Appalaches, Service des inventaires et du Plan

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de suivi du projet de recherche Brise-vent végétal et plantes florifères indigènes et naturalisées

Unité responsable ² : Direction de l'Est-de-la-Montérégie, Service des projets

Catégorie ³ : Viabilité hivernale

Produit(s) livrable(s) : Rapport de recherche

Mandat : Suivre le mandat de recherche donné à la firme Planification et aménagement Éco-Design

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu ⁴ : Mars 2004 / 1 ou 2 réunions par année

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif. ⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants ⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Chargé de projet	Guy	Bédard	Direction de l'Est-de-la-Montérégie, Service des projets
Participant	Jules	Gilbert	Direction de l'Est-de-la-Montérégie, Centre de services de Saint-Hyacinthe
Participant	Yves	Bédard	Direction de Québec, Service des inventaires et du Plan
Participant	Denis	Stonehouse	Direction de la recherche et de l'environnement, Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Nathalie	Noël	Direction de la recherche et de l'environnement, Service coordination de la recherche et de l'innovation

Comités de la DGIT¹

Nom du comité : Groupe de travail *Stratégie ministérielle d'amélioration des corridors routiers aux Portes d'entrée du Québec* Unité responsable² : Direction du soutien à l'exploitation des infrastructures
Service des technologies d'exploitation

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Stratégie ministérielle

Mandat : «Développer une stratégie ministérielle d'amélioration des corridors routiers aux Portes d'entrée du Québec afin de fournir un accueil bonifié de touristes et des usagers de la route pour le volet aménagement paysager à Saint-Bernard-de-Lacolle» (mandat particulier confié à la firme Option Aménagement consistant à faire le pont entre les résultats de la recherche *Qualité paysagère des entrées routières importantes du Québec*, Activités 1, 2 et 3, pour le corridor de l'autoroute 15, réalisée à l'Université de Montréal par une équipe de la Chaire en paysage et environnement, et d'éventuels plans d'exécution).

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Printemps 2002 / aucune nouvelle réunion prévue, consultation à distance

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : Comité ministériel du corridor de commerce Québec – New York
Groupe de travail sur les bornes d'accueil du Québec

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Chargée de projet	Josée	Gagnon	Direction du soutien à l'exploitation des infrastructures, Service des technologies d'exploitation
Participant	Marie	Beauchemin	Direction du soutien à l'exploitation des infrastructures, Service des technologies d'exploitation
Participant	Guy	Bédard	Direction de l'Est-de-la-Montérégie, Service des projets
Participant	Claude	Bélanger	Direction des parcs routiers
Participant	Serge	Bisaillon	Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie, Centre de services de Napierville
Participant	Pascal	Lacasse	Direction du soutien à l'exploitation des infrastructures, Service des technologies d'exploitation
Participant	Gildard	Lanteigne	Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie, Service des inventaires et du Plan
Participant	Fabien	Lecours	Direction du Plan, des programmes, des ressources et du soutien technique, Service du soutien technique
Participant	Denis	Stonehouse	Direction de la recherche et de l'environnement, Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Lucie	Tardif	Direction du soutien à l'exploitation des infrastructures, Service des technologies d'exploitation

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail sur les véhicules écologiques

Unité responsable² : Ministère de l'Environnement

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport

Mandat : Élaborer un plan d'action visant à rendre opérationnel la Politique d'achat du parc de véhicules gouvernementaux

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Décembre 2002

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Luc	Beaudin	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu
Participant	Richard	Berthiaume	Service de l'économie et du Plan directeur en transport
Participant	Marc-André	Bois	Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER)
Participant	Richard	Côté	Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER)

Comités de la DGIT

Nom du comité : Comité technique
Projet d'évaluation du biodiesel avec la STM

Unité responsable² : Firme TN conseil

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapports

Mandat : Ce projet vise à démontrer la viabilité de l'approvisionnement en biodiesel de la STCUM, pendant un an, en conditions réelles d'utilisation en climat froid, et à évaluer les impacts économiques et environnementaux pour le transport urbain

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Avril 2003

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités :

OSWGD
RHD

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Répondant	Luc	Beaudin	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu

Comités de la DGIT

Nom du comité : Groupe de travail visant à améliorer l'efficacité énergétique du parc automobile gouvernemental

Unité responsable² : Agence de l'efficacité énergétique

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Rapport

Mandat : Contribuera à l'atteinte de l'un des objectifs du Plan d'action québécois 2000-2002 sur les changements climatiques qui vise à augmenter de 20 % l'efficacité énergétique et environnementale de l'ensemble du parc automobile gouvernemental

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : À venir. Le Groupe de travail n'a pas débuté ses travaux.

Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : En lien avec le Groupe de travail interministériel sur les véhicules écologiques.

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Participant	Luc	Beaudin	Service de l'environnement et des études d'intégration au milieu

Comités de la DGIT¹

Nom du comité : NCHRP 25-21 Assessment Of Short-Term Versus
Long-Term Air Quality Effects

Unité responsable² : Transportation Research Board

Catégorie³ : Environnement

Produit(s) livrable(s) : Revue et commentaires sur les rapports
d'étapes, rencontres occasionnelles

Mandat : Groupe de travail chargé du pilotage d'un projet de recherche du Transport Research Board

Échéancier / nombre et date de réunion, si connu⁴ : Août 2002 / indéterminé

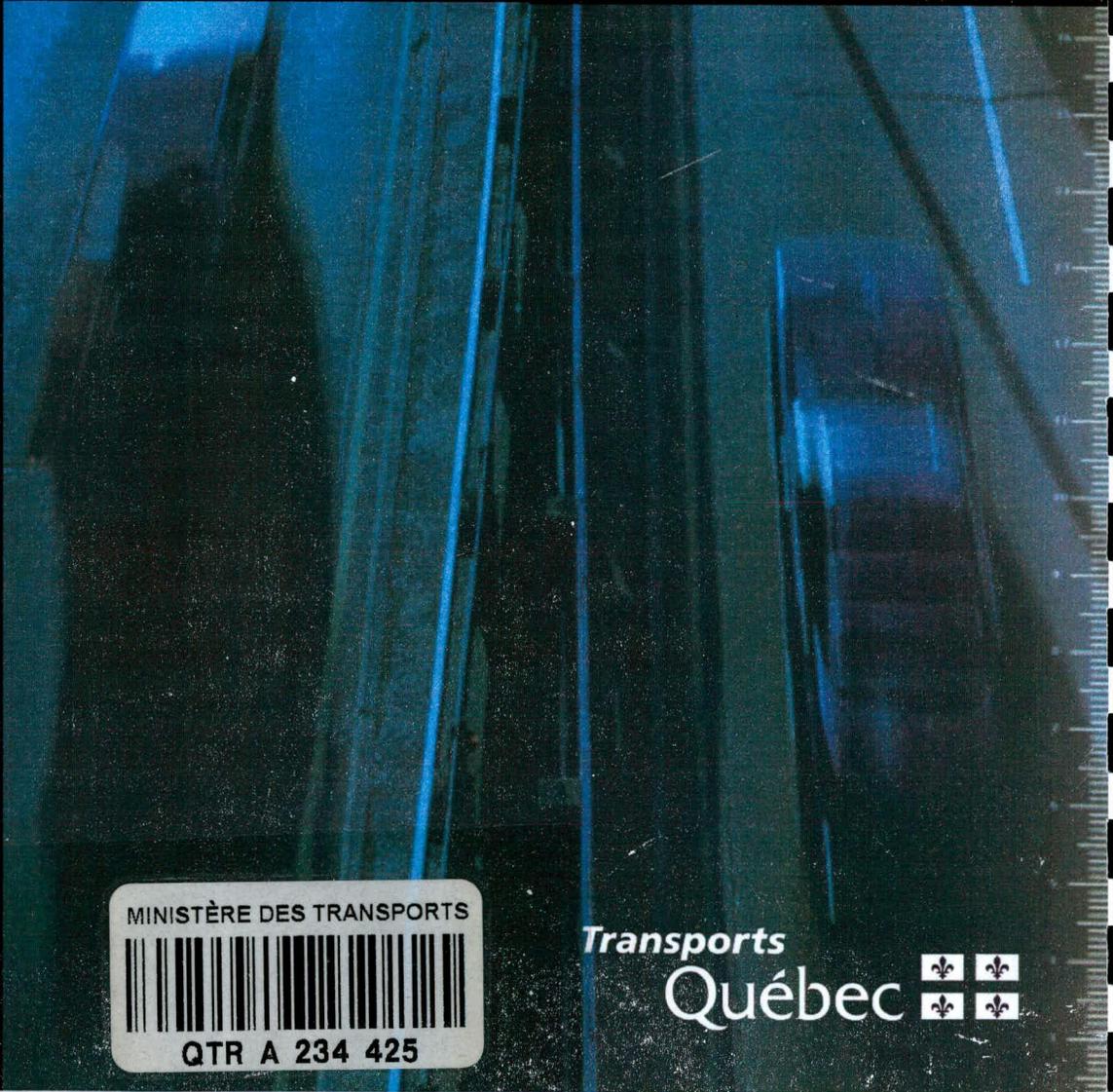
Ce comité est : Permanent ou temporaire / Actif ou inactif.⁵

Le cas échéant, les relations de ce comité avec d'autres comités : n.a.

Participants⁶

Rôle	Prénom	Nom	Entité administrative
Président (chair)	Dr. Edward A.	Mierzejewski	University of Florida
AASHTO Monitor	Mr. Mark	Lombard	Pennsylvania DOT
Membre	Mr. Lawrence W.	Blain	Puget sound Regional Council, Seattle, WA
Membre	Mr. Ronald	Collette	Ministère des Transports du Québec: DGIT - SEÉIM
Membre	Dr. Karen	Heidel	Arizona DOT
Membre	Dr. Robert B.	Noland	US Environmental Protection Agency
Membre	Dr. Marion R.	Poole	North Carolina DOT
Membre	Ms. E. Jan	Skouby	Missouri DOT
Membre	Mr. Douglas R.	Thompson	California Air Ressource Board
FHWA Liaison	Ms. Cecilia	Ho	Federal Hyghway Administration
TRB Liaison	Mr. Jon M.	Williams	TRB

U N E E X P E R T I S E À P A R T A G E R



MINISTÈRE DES TRANSPORTS



QTR A 234 425

Transports

Québec

